

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N°2 / JUIN 2011
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch

Bangladesh L'eau, un bienfait et une malédiction

La Géorgie rêve d'écouler ses
produits en Europe

Des milliardaires philanthropes
sur le terrain de la coopération



Sommaire

DOSSIER



6 **Bangladesh** **Un pays qui lutte les pieds dans l'eau contre la pauvreté**

Le Bangladesh compte entrer d'ici 2021 dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire – un objectif ambitieux

11 **La puissance des ONG**

Aucun autre pays du monde ne compte autant d'organisations non gouvernementales que le Bangladesh

12 **Deux pas en avant, un pas en arrière**

Entretien avec le politologue bangladais Sohel Ibn Ali sur la décentralisation et la gouvernance locale dans son pays

14 **Stopper l'émigration, une illusion**

Pour de nombreux Bangladais, s'expatrier est le seul moyen de trouver une source de revenus et de faire vivre leur famille

16 **Des abris contre les inondations et les cyclones**

La Suisse s'engage dans la construction d'abris anticycloniques qui tiennent compte des besoins de la population locale

17 **Faits et chiffres**

HORIZONS



18 **«Il n'existe pas de démocratie parfaite»**

Parmi les républiques du Caucase, la Géorgie passe pour un modèle de démocratie. Mais elle subit encore les conséquences de son conflit avec la Russie.

21 **Une journée sur le terrain avec...**

Derek Müller, chef du bureau de coopération de la DDC à Tbilissi

22 **Nous avons besoin de fouilleurs de cendres**

L'artiste Wato Tsereteli déplore le manque d'initiatives privées en Géorgie

DDC



23 **Des spécialistes de l'eau pour le Soudan**

La Suisse accroît son aide au Sud-Soudan

24 **Des fours à briques moins voraces en énergie**

La DDC a lancé un programme régional en Amérique latine pour améliorer l'efficacité énergétique des briqueteries artisanales

FORUM



27 **L'émergence de l'aide privée interpelle la coopération**

Des milliardaires philanthropes s'engagent en faveur des pays pauvres, sous l'œil attentif des agences de développement

30 **Le héros des mille gradins**

Carte blanche : le Bolivien Rafael Alberto Sagárnaga López évoque son enfance et sa rencontre avec les « petits hommes »

CULTURE



31 **Une communauté pauvre et discriminée**

Les clichés du photographe lausannois Yves Leresche illustrent la vie quotidienne des Roms

3 **Éditorial**

4 **Périscope**

26 **DDC interne**

34 **Service**

35 **Coup de cœur avec Arno Camenisch**

35 **Impressum**

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Éditorial



AP/© Marcel Nicker

L'ancêtre des concerts de solidarité

Quand j'étais écolier, *The Concert for Bangladesh* a été l'un des premiers disques que je me suis achetés avec mon argent de poche. Depuis lors, je ne me suis plus séparé de ce coffret orange en carton, qui contient un triple album. C'est l'enregistrement *live* du grand concert donné le 1^{er} août 1971 au Madison Square Garden de New York devant 40 000 personnes.

Un tel rassemblement de spectateurs et de vedettes de la musique était phénoménal pour l'époque. George Harrison et Ravi Shankar, les organisateurs, ont ouvert les feux. Ils ont été suivis sur scène par des musiciens aussi prestigieux que Bob Dylan, Eric Clapton, Ringo Starr ou Billy Preston. Ce fut le premier grand concert de solidarité, en quelque sorte l'ancêtre de ce type d'événement. Il a marqué ma génération : on a réalisé alors que le monde pouvait se mobiliser – avec succès – contre une catastrophe humanitaire.

Je me souviens parfaitement de l'illustration qui se trouve sur la jaquette : le portrait en noir et blanc d'un enfant famélique. Cette photo est longtemps restée le symbole de la misère au Bangladesh, avec beaucoup d'autres images choquantes. À l'époque, ces clichés ont fait le tour du monde, suscitant un élan de compassion et le désir de prendre position.

Les causes de cette situation désastreuse étaient multiples : le cyclone Bhola, qui venait de dévaster le pays, les troubles militaires et politiques déclenchés par la volonté d'indépendance, et un problème majeur de réfugiés. Rien n'avait été épargné au Bangladesh et à ses habitants.



Par la suite, le Bangladesh a longtemps été considéré comme un pays de miséreux, de désespérés qui tendent la main et dépendent de l'aide internationale. Par sympathie, nous devions remplir leur écuelle en acheminant des vivres, afin qu'ils ne meurent pas de faim. C'est bien des années plus tard que j'ai visité le Bangladesh pour la première fois de ma vie, en tant que directeur de la DDC. Au moment de partir, j'avais toujours ces images à l'esprit. Certes, j'ai trouvé sur place beaucoup de

pauvreté et d'injustice. Les catastrophes restent d'actualité : moussons dévastatrices, manque d'eau potable, puits et sols contaminés à l'arsenic.

Mais je n'ai observé ni désespoir ni léthargie. Au contraire, j'ai vu des gens qui prennent leur destin en main, qui bâtissent leur avenir avec beaucoup d'énergie et d'ingéniosité. L'aide internationale, indispensable pour beaucoup d'entre eux, ne conduit pas à un état de dépendance définitive. Elle les appuie dans leurs efforts pour accéder à une vie meilleure et à l'autonomie économique.

En ce qui me concerne, cette visite m'a aidé à dépasser des images figées. Le Bangladesh est la preuve vivante que le développement peut fonctionner. Il est donc utile de s'inspirer des expériences faites par ce pays, auquel nous consacrons le dossier du présent numéro d'*Un seul monde*.

Martin Dahinden
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Périscope

Maigrir, un jeu d'enfant

(jls) Il y a encore quelques années, le *nzango*, un jeu dans lequel deux équipes s'affrontent en sautillant et en claquant des mains, était l'apanage des fillettes et des adolescentes du Congo-Brazzaville. Ce jeu, qui demande un intense effort physique, est devenu aujourd'hui un sport très en vogue dans les deux Congos. C'est un médecin de Brazzaville, Mpasit Titov, qui est à l'origine de cette ferveur soudaine. Alors qu'il cherchait un moyen de traiter des femmes en surpoids, il a vu de petites filles jouer au

nzango. Il a alors suggéré à ses patientes d'en faire autant. «Après quelques minutes de jeu, elles ont commencé à transpirer», raconte-t-il. De plus en plus de femmes se sont mises à pratiquer ce jeu qui leur rappelle leur enfance et leur permet de rester en forme. En 2005, le *nzango* est devenu une discipline sportive officielle au Congo-Brazzaville. Il a franchi la frontière pour se propager à la République démocratique du Congo, qui l'a intégré elle aussi dans sa législation sportive. Des matches et des tournois se

déroulent dans les deux pays. Des clubs se sont créés un peu partout.

Un cadeau qui pourrait tomber du ciel

(gn) L'accès à Internet étant devenu indispensable, il devrait figurer parmi les droits de l'homme. C'est ce que revendique l'organisation A Human Right. Selon elle, sept êtres humains sur dix n'ont toujours pas accès à Internet. Beaucoup n'en ont pas les moyens. Pour remédier à cette situation, l'organisation a commencé à collecter des dons (en ligne bien sûr) afin de racheter le satellite TerreStar-1, dont l'exploitant a fait faillite. L'idée est d'offrir une connexion gratuite à tous les habitants d'un pays pauvre – il est question de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. «Les informations disponibles sur Internet favorisent l'éducation, la santé et l'accès à l'eau potable. L'enseignement à distance permet de scolariser des enfants dans les campagnes. Grâce à la télémédecine, des médecins peuvent traiter des patients où qu'ils se trouvent», argumente Kosta Grammatidis, responsable de l'organisation. A Human Right entend financer l'accès gratuit à Internet en vendant à des sociétés de télécommunication les liaisons à haut débit offertes par le satellite. www.ahumanright.org

Le ver de la guerre

(gn) L'indépendance du Sud-Soudan pourrait reléguer aux oubliettes la dracunculose, maladie infectieuse provoquée par le ver de Guinée. Au cours des dernières décennies, ce parasite, présent dans l'eau souillée, a été éradiqué dans toute l'Asie et une grande partie du continent africain. En revanche, les efforts déployés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans le sud du Soudan n'ont



The New York Times/Redux/Val

donné que des résultats modestes: tant les responsables des programmes de santé que les porteurs du parasite ont dû fuir les zones de conflits, ce qui a contribué à propager cette dangereuse affection. En 2010, on a dénombré 1690 cas de dracunculose au Sud-Soudan, ce qui représente 80% des nouvelles contaminations signalées dans le monde. «Si l'indépendance permet de faire parvenir davantage d'aide vers la région et de mettre fin au conflit, nous pourrions nous débarrasser du ver de Guinée en quelques années», prévoit Makoy Samuel Yibi, directeur du programme d'éradication de la dracunculose au ministère sud-soudanais de la santé. www.who.int/dracunculiasis/en

Le planning familial contre la pauvreté

(bf) L'Afrique intéresse les investisseurs depuis que la classe moyenne, et donc le pouvoir d'achat, se sont développés dans de nombreux pays. En l'espace d'une décennie, les investissements directs ont pratiquement septuplé. Mais ce phénomène ne concerne pas l'ensemble du continent. L'Afrique subsaharienne reste la région la plus pauvre du monde, alors que la croissance démographique y est la plus forte. L'Institut pour la



IRRI

Bannir la mort-aux-rats des rizières

(bf) Quelque 200 000 riziculteurs d'Indonésie et du Viêt-nam apprennent à renoncer aux poisons et à appliquer des moyens écologiques pour protéger leurs cultures efficacement, à peu de frais et durablement contre l'appétit des rats. En Indonésie, ces rongeurs sont le premier ravageur du riz sur pied, devant les inondations, les sécheresses et d'autres catastrophes. Dans le cadre d'une campagne menée par l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI), basé aux Philippines, les agriculteurs agissent de concert pour décimer les rongeurs à temps et améliorer de cette manière l'hygiène des rizières. Ils ramènent la durée de plantation à deux semaines, raccourcissant ainsi la période de reproduction des rats, qui coïncide avec les étapes de croissance et de maturation du riz. Dans toute l'Asie, les rats détruisent une bonne partie de la production de riz. Selon l'IRRI, les pertes vont de 5% des récoltes en Malaisie à 17% en Indonésie. Or, ces quantités permettraient de nourrir 225 millions de personnes (l'équivalent de la population indonésienne) pendant douze mois. www.irri.org (recherche: rats)



Dessin de Hermann

population et le développement, à Berlin, s'est demandé pourquoi certaines zones sont en retard économiquement. Dans un document de réflexion intitulé *Schwieriges Wachstum* (croissance difficile), il estime que cela s'explique par la dynamique démographique ainsi que par le manque de moyens alloués au planning familial et à l'éducation. Il préconise d'intégrer davantage la démographie dans la politique de développement. Pour étayer leur propos, les chercheurs allemands comparent le développement de l'Afrique

et de l'Asie. Ils montrent comment plusieurs pays asiatiques sont parvenus à s'arracher à l'extrême pauvreté, notamment en renforçant les mesures de planning familial. www.berlin-institut.org (recherche : *schwieriges Wachstum*)

Les risques de l'urbanisation sauvage

(bf) En Afrique, les inondations causent aujourd'hui dix fois plus de victimes qu'il y a cinquante ans. Contrairement à une opinion largement répandue, cette tragédie n'est pas due au chan-



J. Carlier/Reaux/af

gement climatique. C'est la conclusion d'une étude financée par l'Unesco et réalisée par l'Institut pour l'aménagement et le génie des eaux de l'Université technique de Vienne. Pour le professeur Günter Blöschl et son équipe, le phénomène s'explique davantage par l'urbanisation sauvage, qui rend les villes de plus en plus vulnérables aux crues. Les chercheurs autrichiens ont dépouillé les données concernant les crues survenues ces trente à nonante dernières années dans 79 bassins fluviaux

africains. Ils n'ont constaté une tendance à de graves inondations que dans quatre des zones étudiées et ont pu dès lors mettre le climat hors de cause. Selon eux, l'accroissement du nombre de victimes est plutôt dû à l'installation non planifiée de populations dans des régions inondables. La solution du problème passe par une urbanisation plus judicieuse et par la mise en place de systèmes d'alerte précoce. www.hydro.tuwien.ac.at (recherche : *flood fatalities in Africa*)



Paul Hahn/af

Un pays qui lutte les pieds dans l'eau contre la pauvreté

Le Bangladesh fête cette année ses 40 ans. Il compte entrer d'ici 2021 dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire. Pour l'instant, cet État d'Asie du Sud reste l'un des plus pauvres de la planète, malgré les progrès accomplis dans le domaine social et une croissance économique appréciable. L'instabilité politique, la corruption endémique et les catastrophes naturelles à répétition continuent de freiner son développement. D'Andrea Spalinger*.



Monika Flöckiger (4)

Bien que le Bangladesh affiche depuis des années un taux de croissance de 6%, plus du tiers de la population vit encore avec moins d'un dollar par jour

Le Bangladesh est une nation relativement jeune. C'est en 1971 seulement que l'ancienne province orientale du Pakistan a acquis son indépendance, après une sanglante guerre de libération. Situé à l'extrême est de l'Asie méridionale, ce pays est presque entièrement enclavé dans le territoire indien. Par conséquent, il dépend largement de son grand voisin – du point de vue économique aussi bien que politique. L'Inde a notamment joué un rôle déterminant dans la genèse du Bangladesh.

Cependant, leurs relations bilatérales n'ont pas toujours été au beau fixe durant ces quatre décennies. Delhi reproche régulièrement à son voisin musulman de soutenir les extrémistes islamistes et les séparatistes actifs dans le nord-est de l'Inde. De plus, les deux pays ont une frontière commune de plus de 4000 km, qui est difficile à contrôler. Au cours des dernières décennies, l'Inde a vu affluer des millions d'immigrants illégaux en provenance du Bangladesh. Elle s'est donc attelée à construire depuis

quelques années une barrière destinée à freiner le trafic de personnes, d'armes et de drogues. Par ailleurs, les Bangladais sont extrêmement inquiets de savoir que l'Inde contrôle les cours supérieurs de leurs grands fleuves : en construisant des barrages hydroélectriques, elle pourrait en quelque sorte fermer le robinet de son petit voisin.

nétaire international que ces institutions exerçaient une profonde influence sur la politique de son gouvernement. Depuis lors, le Bangladesh est parvenu à diminuer cet état de dépendance, mais les institutions financières internationales continuent de lui octroyer régulièrement des crédits.

Dhaka accorde également une grande importance



Le développement en marche

Dans certains domaines, le Bangladesh a progressé bien plus rapidement que d'autres pays asiatiques comme le Viêt-nam, le Laos, le Cambodge et l'Inde. Ainsi, l'espérance de vie y atteint actuellement 67 ans. Elle dépasse même celle de l'Inde, dont le PIB est pourtant deux fois plus élevé. Plus de la moitié des Bangladais ont désormais accès à des installations sanitaires, contre seulement 31% des Indiens. Entre 1990 et 2009, le taux de scolarisation est passé de 60% à plus de 90%, ce qui le place nettement au-dessus de la moyenne régionale.



La corruption freine le développement

Omniprésente, la corruption a fortement ralenti le développement du Bangladesh et contribué à creuser le fossé entre riches et pauvres. Celui qui n'a pas les moyens de « graisser la patte » des fonctionnaires se voit refuser des services aussi essentiels qu'un traitement à l'hôpital ou un accès à l'eau et à l'électricité. « Verser des pots-de-vin est devenu ici un geste quotidien ; c'est comme si le gouvernement avait officiellement légalisé cette pratique », dit un jeune propriétaire de magasin à Dhaka. Selon Transparency International, le Bangladesh fait partie des États les plus corrompus du monde. La police est ce qu'il y a de pire en la matière, mais l'administration et la justice sont elles aussi gangrenées par ce phénomène.

On estime qu'environ 30 millions de Bangladais ont contracté un microcrédit pour échapper à la spirale de la pauvreté

Aide extérieure et transferts financiers des migrants

Du fait qu'il a été fortement dépendant de l'aide au développement depuis sa naissance, le Bangladesh s'efforce d'entretenir de bonnes relations internationales : aussi bien avec ses voisins immédiats et la Chine, grande puissance régionale, qu'avec le monde musulman et l'Occident. Durant les années 80 et 90, il était tellement tributaire des ressources allouées par la Banque mondiale et le Fonds mo-

à ses relations avec les États arabes du Golfe, qui accueillent la majorité des travailleurs migrants bangladais (voir article page 14). En 2010, ces derniers ont envoyé à leurs familles restées au pays un total de 10 milliards de dollars, ce qui représente 10% du produit intérieur brut (PIB). Les fonds transférés par des millions d'expatriés dépassent ainsi largement les apports de la coopération au développement, qui se chiffrent actuellement à quelque 2 milliards de dollars par année.



L'industrie textile est la principale branche économique du Bangladesh. Elle fournit 80% des exportations et occupe 3 millions de personnes, pour la plupart des femmes.

Mécontentement chez les ouvriers du textile

En une vingtaine d'années, le faible coût de la main-d'œuvre et la promotion intensive menée par l'État ont fait de l'industrie textile la première branche économique du Bangladesh. Elle occupe quelque 3 millions de personnes, en grande majorité des femmes. Les couturières sont très mal payées. Leurs salaires n'ont presque jamais été adaptés, alors que le pays souffre d'une forte inflation depuis 2007. L'an dernier, de violentes manifestations de protestation ont conduit le gouvernement à augmenter de 1662 à 3000 takas (de 22 à 39 francs environ) le salaire mensuel minimum des couturières. Mais la situation reste tendue : les syndicats exigent que l'on porte ce seuil à 5000 takas (65 francs) pour compenser la forte hausse des prix.

Une densité de population extrêmement élevée

La population bangladaise a presque doublé depuis 1971, pour atteindre 164 millions de personnes actuellement. Elle vit sur 144 000 km² – près de trois fois et demie la superficie de la Suisse. Cela fait du Bangladesh l'un des pays les plus densément peuplés de la planète. Dans les années 60 et 70, sa population s'est accrue à un rythme fulgurant. Depuis, le taux de croissance démographique a diminué de moitié grâce à l'introduction du planning familial. Mais il reste de 1,5% par an, un taux relativement élevé, de sorte que le Bangladesh pourrait franchir la barre des 200 millions d'habitants en 2025.

Deux tiers des Bangladais ont moins de 25 ans. Cela pourrait constituer un atout fantastique si les jeunes bénéficiaient d'une bonne formation. Cependant, il reste beaucoup de progrès à faire dans le secteur de l'éducation. «Le taux de scolarisation est passé de 60 à presque 100% au cours des vingt dernières années», explique Rehman Sobhan, du Centre pour le dialogue sur les politiques, le principal laboratoire d'idées du pays. «Malheureusement, beaucoup d'écoles restent qualitativement médiocres. Dans les zones rurales en particulier, on manque souvent d'enseignants motivés, de locaux adéquats et de matériel.» Par conséquent, près d'un élève sur deux quitte l'école avant la cinquième année. En outre,

nombre d'enfants savent à peine lire et écrire après avoir terminé l'école primaire. Selon les données de l'Unicef, le taux d'alphabétisation atteint actuellement 54%.

Des progrès remarquables

Depuis 2006, le Bangladesh affiche une croissance économique impressionnante d'environ 6%. Avec un PIB annuel de 641 dollars par habitant, il reste toutefois l'un des pays les plus pauvres du monde. Alors que le nombre de millionnaires a fortement augmenté, 36% des Bangladais disposent toujours de moins d'un dollar par jour et vivent donc au-dessous du seuil de pauvreté.

Le Bangladesh a amélioré quelque peu sa position dans le classement établi par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) selon l'indice du développement humain : en 2010, il occupait le 129^e rang sur 169 pays. Mais il appartient toujours à la catégorie la plus basse du classement, celle des pays ayant un niveau de développement humain faible. Le PNUD déplore que la pauvreté ne recule que très lentement. Par contre, le Bangladesh a fait des progrès remarquables dans les secteurs tels que la santé et l'éducation : on observe des améliorations substantielles des taux de scolarisation et d'espérance de vie, tandis que la mortalité infantile et maternelle a diminué.



Forte présence des organisations d'entraide

Iftekhar Zaman, chef de Transparency International à Dhaka, relève que la corruption chronique, la faiblesse des institutions gouvernementales et la mauvaise gouvernance constituent les principaux obstacles au développement. Selon lui, les succès obtenus dans le domaine social résultent moins de la politique gouvernementale que de la forte présence des œuvres d'entraide. Des organisations non gouvernementales (ONG), financées essentiellement par l'étranger, ont occupé ces dernières années le vide laissé par le pouvoir politique, en particulier à l'échelle locale. Elles ont assumé un nombre croissant de tâches sociales qui incomberaient normalement à l'État (voir page 11). «Les ONG ont joué un rôle majeur dans le développement du pays. Aujourd'hui, on pourrait presque dire que ce sont elles qui le dirigent. Cette situation suscite des critiques toujours plus virulentes», affirme un journaliste local.

En tout état de cause, les défis restent énormes, en particulier sur le plan des infrastructures. Le réseau routier se trouve dans un état pitoyable et des pénuries récurrentes d'énergie entravent considérablement le développement du pays. Il est clair que le Bangladesh ne pourra pas renoncer ces prochaines années à l'aide extérieure. Du moins aussi longtemps que les politiciens se préoccupent da-

vantage de leur propre pouvoir que de la prospérité du pays.

Le microcrédit joue un rôle important dans la lutte contre la pauvreté au Bangladesh. Muhammad Yunus en a été le pionnier. Il a obtenu en 2006 le prix Nobel de la paix avec la Grameen Bank qu'il avait fondée en 1983. Entre-temps, on a vu éclore d'innombrables institutions de microfinance qui octroient des prêts aux paysans et aux petites entreprises.

Selon des estimations, 30 millions de Bangladais ont contracté un microcrédit pour échapper à la spirale de la misère. Toutefois, cela n'élimine pas les causes structurelles de la pauvreté. Ces derniers temps, des accusations de corruption et de pratiques commerciales douteuses ont en outre jeté le discrédit sur des établissements de microfinance (surtout en Inde, mais aussi au Bangladesh). Il serait indiqué de mieux contrôler cette branche d'activité, mais les bureaucrates et les politiciens corrompus ne sont guère en mesure de le faire.

Du riz en suffisance

Près de la moitié de la population bangladaise vit toujours de l'agriculture, même si ce secteur ne représente plus qu'un cinquième du PIB. Le riz est de loin la principale denrée agricole du pays. Malgré la rapide croissance démographique, le Bangladesh a réussi jusqu'ici (sauf durant les années mar-

Vers l'égalité des sexes

Deux femmes occupent le devant de la scène politique au Bangladesh. Mais ce n'est pas tout. Ce pays musulman a fait d'étonnants progrès au cours des dernières années vers l'égalité des sexes en général, souligne Sarah Crowe, porte-parole de l'Unicef pour l'Asie du Sud. Ainsi, 89% des garçons et 94% des filles fréquentent aujourd'hui l'école primaire. Ce résultat est d'autant plus remarquable que les taux de scolarisation sont encore nettement à l'avantage des garçons dans tous les autres pays de la région. Le taux d'analphabétisme reste plus élevé chez les hommes que chez les femmes au Bangladesh, mais la proportion s'est déjà inversée pour la tranche d'âge des 15-24 ans. Les statistiques 2008 de l'ONU révèlent ainsi que 76% des jeunes femmes savent lire et écrire, contre 73% des jeunes hommes.



Monika Flückiger (2)



Près de la moitié des 164 millions de Bangladais vivent encore de l'agriculture, mais l'industrie et le secteur des services ont fortement progressé au cours des dernières décennies

Lutte de deux femmes pour le pouvoir

La Ligue Awami et le Parti nationaliste du Bangladesh donnent le ton de la vie politique nationale. La première était à l'origine un parti laïc de gauche ; le second était proche des islamistes et de l'armée. Mais leurs différences idéologiques se sont estompées depuis longtemps. Tout ce qui anime encore ces deux camps aujourd'hui, c'est la rivalité personnelle de leurs dirigeantes. Le premier ministre Sheikh Hasina et la cheffe de l'opposition Khaleda Zia ont « hérité » leur parti respectif, l'une de son père, l'autre de son mari. Elles se livrent un combat sans merci pour le pouvoir. Des centaines de personnes ont perdu la vie ces dernières années dans des violences politiques. Le bien du peuple semble n'intéresser que modérément ces deux politiciennes.

quées par des catastrophes naturelles) à en produire suffisamment pour couvrir la consommation intérieure. L'industrie et le secteur des services ont fortement progressé au cours des dernières décennies. Actuellement, trois quarts des recettes d'exportation sont générées par l'industrie textile ; mais celle-ci dépend dans une large mesure des fluctuations conjoncturelles sur le marché mondial.

L'eau, un bienfait et une malédiction

Le Bangladesh se situe dans le delta de trois grands fleuves : le Gange, le Brahmapoutre et le Meghna. Il est en outre sillonné par plus de 200 cours d'eau de moindre importance. La moitié du pays est inondée chaque année durant la mousson. L'eau apporte de précieux engrais naturels, faisant des plaines alluviales du sud du pays l'un des sols les plus fertiles du monde.

Cette abondance d'eau est un bienfait à plus d'un titre, mais elle se transforme parfois en malédiction : le Bangladesh est régulièrement victime de catastrophes naturelles majeures. Rien que durant les deux dernières décennies, celles-ci ont fait des centaines de milliers de morts et contraint à l'exode des millions de personnes. Elles ont détruit quantité de maisons et d'infrastructures. Les pluies diluviennes de la mousson – auxquelles s'ajoute en été la fonte des neiges de l'Himalaya – ont provoqué

des inondations dévastatrices. Les tempêtes tropicales ou cyclones constituent également un problème qui va en s'aggravant (voir page 16). Si le pays est généreusement arrosé pendant les mois de la mousson, il ne reçoit pratiquement plus de précipitations de novembre à avril. Les périodes de sécheresse ne sont pas rares.

Le changement climatique accroît encore le risque d'inondation et de sécheresse. Une grande partie du Bangladesh se trouve à quelques mètres seulement au-dessus du niveau de la mer. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat prévoit que d'ici 2050, l'eau recouvrira 17% du territoire et que 30 millions de Bangladais seront devenus des réfugiés climatiques. « Cela aura également une influence négative sur l'approvisionnement du pays », avertit l'environnementaliste Atiq Rahman, directeur exécutif du Centre pour les études supérieures du Bangladesh. « Une grande partie des rizières se trouvent dans les zones menacées. Même une hausse relativement faible du niveau de la mer suffira à les saliniser et les paysans abandonneront ces terres devenues improductives. » ■

*Andrea Spalinger est correspondante pour l'Asie méridionale de la « Neue Zürcher Zeitung » et vit à Delhi

(De l'allemand)

La puissance des ONG

Aucun autre pays du monde ne compte autant d'organisations non gouvernementales que le Bangladesh. Les ONG pallient les insuffisances de l'État. Leur engagement dans les domaines de la santé, de l'éducation ou de la microfinance est indispensable. Même s'il comporte aussi des risques.

(gn) Le Bangladesh reste un pays pauvre, mais les famines meurtrières ne sont plus qu'un souvenir. Révolue également l'époque où 90% de la population vivait dans une misère noire. Ce progrès, on le doit surtout à ces ONG qui sont intervenues depuis les années 70 dans tous les secteurs où l'État, trop faible, ne remplissait pas ou mal ses fonctions. Pendant des années, les politiciens de Dhaka se sont concentrés sur leurs intérêts personnels, laissant à des organisations d'entraide privées l'essentiel du travail en faveur des pauvres et du développement. Quelque 3000 ONG sont actuellement enregistrées au Bangladesh. Leurs principaux domaines d'activité sont le développement villageois, la santé et l'éducation ; plus récemment, d'autres thèmes, tels que les droits de l'homme et l'environnement, sont venus s'y ajouter.

Le gouvernement reprend la main

Parallèlement à une multitude de petites organisations de base, enracinées dans les réalités locales, on voit se développer de véritables entreprises actives à l'échelle du pays ou même sur le plan international. La plus grande d'entre elles, le Comité pour le développement rural du Bangladesh (Brac), compte 100 000 salariés et son budget se chiffre à 500 millions de dollars. Plutôt qu'une œuvre de bienfaisance, c'est un groupe spécialisé dans des prestations en faveur des pauvres. Le Brac englobe une série d'entreprises à but lucratif dont les revenus peuvent être investis dans la lutte contre la pauvreté. Étant donné que le gouvernement bangladais a longtemps été faible et corrompu, les ONG sont devenues les partenaires privilégiés des donateurs internationaux et bilatéraux comme la DDC, ce qui a encore renforcé leur position vis-à-vis de l'État. Mais le gouvernement en place depuis les élections de 2008 est décidé à mieux assumer ses responsabilités. Il entend notamment reprendre le contrôle sur les prestations des ONG et l'affectation de leurs ressources financières.

«Nous approuvons et soutenons cette évolution», souligne Jacqueline Schmid, chargée de program-



Monica Flückiger

me à la DDC. «Aujourd'hui, nous orientons nos efforts plutôt sur l'administration et le gouvernement de ce pays. Il est important de renforcer les structures étatiques. Nous le faisons en partie avec l'aide d'ONG.» Il ne s'agit pas de transférer à l'État les activités et les acquis des ONG, mais plutôt d'intégrer dans une stratégie nationale cette multitude d'initiatives privées importantes dont le pays ne saurait se passer. ■

(De l'allemand)

Deux pas en avant, un pas en arrière

Le gouvernement du Bangladesh considère la décentralisation comme une étape importante dans la lutte contre la pauvreté. Il a promulgué récemment plusieurs lois qui visent à renforcer les administrations locales. Mais leur mise en œuvre est difficile et prendra beaucoup de temps, estime Sohel Ibn Ali, collaborateur de la DDC à Dhaka. Entretien avec Gabriela Neuhaus.



Sohel Ibn Ali travaille depuis 2008 dans le bureau de coopération de la DDC à Dhaka, où il est responsable des questions relatives à la gouvernance locale et à la décentralisation. Il a étudié les sciences politiques et l'économie d'entreprise au Bangladesh, en Grande-Bretagne et aux Philippines, en se spécialisant sur des thèmes tels que les droits fonciers des pauvres ou les relations entre l'État et les ONG. À partir de 1998, ce Bangladais a aidé les habitants de régions reculées de son pays à revendiquer leur droit à la terre. Avant d'entrer à la DDC, Sohel Ibn Ali s'est occupé de gouvernance locale et de décentralisation au sein d'une ONG nationale, puis dans une entreprise internationale de consultants et dans le cadre d'un projet financé par des donateurs. Il a rédigé diverses publications à ce sujet.



Monika Flickinger (2)

La décentralisation devrait renforcer les autorités locales, afin que ces dernières puissent mieux accomplir leurs tâches – comme la construction de routes, d'hôpitaux ou d'écoles

Un seul monde: De nombreux pays misent désormais sur la décentralisation dans leur lutte contre la pauvreté – le Bangladesh en fait partie. Qu'est-ce que cela apporte aux pauvres?

Sohel Ibn Ali: Chez vous en Suisse, on agit à partir de la base. Tandis qu'au Bangladesh, toutes les décisions sont prises dans la capitale. Tant l'administration que les partis sont fortement centralisés. Cela a naturellement un impact sur la répartition du pouvoir, des ressources et des services: les instances politiques et administratives locales sont aux mains de ce qu'il est convenu d'appeler «l'élite». Chacun profite de son poste pour se livrer à une sorte de *one-man-show* en appliquant le programme concocté par le ministère à Dhaka. Dans ces circonstances, il est extrêmement difficile pour les populations marginalisées et les pauvres de faire valoir

leurs revendications et de solliciter des prestations étatiques. Si nous voulons des pouvoirs publics capables de répondre aux besoins des personnes nécessiteuses dans un pays qui compte 164 millions d'habitants, il n'y a pas d'autre solution que la décentralisation et le renforcement des autorités locales. Le gouvernement central, qui siège à Dhaka, aura toujours beaucoup de peine à faire du bon travail dans les régions reculées du pays. Il faut par conséquent que l'État décentralise son pouvoir, ses fonctions et ses services.

L'actuel plan quinquennal du Bangladesh consacre tout un chapitre à la décentralisation. Quels en ont été les effets?

Il y a eu quelques changements ces dernières années: le Bangladesh a adopté une série de nouvelles lois portant sur les différents niveaux d'administra-

tion locale ainsi qu'une ordonnance sur le droit à l'information. Ce texte oblige les autorités locales à faire preuve de transparence, en permettant au public d'obtenir des renseignements sur leur planification et leur budget. Nous disposons ainsi d'un cadre légal solide. Étant donné que le gouvernement actuel s'emploie à promouvoir activement la décentralisation, nous avons constaté des progrès concrets : des élections ont par exemple été organisées dans les sous-districts. De leur côté, les donateurs ont intensifié leur engagement. Ils aident les autorités locales à accomplir leurs tâches et la population à défendre ses intérêts.

Y a-t-il également des obstacles ou des difficultés ?

Nous avons accompli beaucoup de choses ces derniers temps, mais il y a des difficultés, bien entendu. Des conflits ont éclaté, en particulier dans les sous-districts, entre des bureaucrates refusant de renoncer à leurs prérogatives ou entre des députés au Parlement et de nouveaux élus locaux. Le renforcement des autorités locales déstabilise aussi les or-

« La décentralisation prendra beaucoup de temps. »

ganisations non gouvernementales (ONG) qui s'employaient jusqu'ici à pallier les carences de l'État. Certaines d'entre elles ont de la peine à repenser leur rôle et leur engagement futur. Nous nous trouvons dans une situation où le gouvernement central approuve le processus de décentralisation et le renforcement des autorités locales, tandis que les bureaucrates du niveau intermédiaire s'y opposent fermement, car ils ne veulent rien céder de leur pouvoir. À chaque fois que nous faisons deux pas en avant, nous reculons ensuite d'un pas. La décentralisation prendra beaucoup de temps, car elle bouleverse l'économie politique du pays et met fin à l'ancienne culture politique.

Quel rôle la Suisse, pays donateur relativement modeste, joue-t-elle dans ces efforts de décentralisation ?

Pour nous, la Suisse est la patrie de la démocratie directe. La plupart des responsables politiques bangladais savent que chez vous on consulte les citoyens, que les débats budgétaires sont publics et que la planification part de la base. De plus, la DDC jouit au Bangladesh d'une excellente réputation grâce à

sa longue expérience de la participation locale. Nos partenaires actuels se situent à différents niveaux : nous voulons d'une part faire en sorte que les prestations des autorités locales s'améliorent, d'autre part donner aux citoyens la possibilité d'exprimer leurs besoins et de s'associer aux efforts des gouvernements locaux. C'est ainsi que l'an passé, dans le cadre de nos projets, plus de 500 000 personnes ont participé à des discussions publiques sur les programmes et les budgets annuels des communes. Mais nous travaillons également à l'échelle nationale et avec les médias, afin de renforcer la confiance dans les nouvelles institutions.



Quelles sont les perspectives d'avenir ?

Il est difficile de faire des prévisions. Nous avons souvent vécu dans le passé des situations qui ont ébranlé les fondements de notre démocratie. Même l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement issu d'élections régulières pourrait inverser brusquement l'ordre des priorités. Mais je suis convaincu qu'il n'est plus possible d'arrêter complètement le processus de décentralisation. Ces dernières années, nous avons réalisé un important travail dans les villages ; les collectivités locales sont aujourd'hui bien organisées. Un changement d'orientation serait difficile à imposer. Ne serait-ce que parce que nous avons enfin, après tant d'années, des représentants élus à presque tous les niveaux et que ceux-ci défendent les nouvelles priorités face au gouvernement central. ■

(De l'anglais)

Démocratie dans les sous-districts

Depuis 2009, les autorités des *upazilas* sont élues démocratiquement, alors qu'auparavant elles étaient désignées par le gouvernement central. Ces sous-districts exercent une fonction importante dans le processus de décentralisation. Pour préparer les 483 conseils d'*upazilas* à leurs nouvelles tâches, le Programme des Nations Unies pour le développement a lancé un projet à long terme, dont la phase préparatoire a été cofinancée par la DDC. Le but est d'améliorer les compétences des autorités afin qu'elles puissent assumer leurs tâches et fournir des services à la communauté. La DDC apportera à ce projet la longue expérience qu'elle a acquise avec son programme de développement des communes rurales. Celui-ci a permis d'améliorer la gouvernance locale dans plus de 300 villages.



Monika Flückiger (2)

Stopper l'émigration, une illusion

Pour de nombreux Bangladais, s'expatrier est le seul moyen de trouver une source régulière de revenus et de faire vivre leur famille. L'État y trouve aussi son compte. Mieux encore: la migration représente le deuxième pilier de l'économie bangladaise, alors qu'elle ne fait l'objet d'aucune régulation. Mais une politique migratoire efficace est en préparation. De Maria Roselli.

La migration dans le monde

- L'ONU chiffre à plus de 200 millions le nombre de personnes qui vivaient en 2010 à l'extérieur de leur pays d'origine. Cela représente 3% de la population mondiale.
- Selon des extrapolations démographiques, 40% des salariés dans le monde seront de nationalité indienne ou chinoise en 2030.
- En 2008, les agences internationales de recrutement de travailleurs migrants ont réalisé un chiffre d'affaires total estimé à 225 millions de dollars. Elles ont procuré du travail à quelque 900 000 personnes.
- Les transferts officiels de fonds par les migrants vers leur pays d'origine ont atteint en 2008 un montant estimé à 305 milliards de dollars. Cela représente deux fois le volume de l'aide publique au développement.

Peuplé à 98% de Bengalis, le Bangladesh est un pays de migrants. Plusieurs millions de ses ressortissants travaillent à l'étranger. On les trouve plus particulièrement dans les riches pays du Golfe, tels que l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Koweït et Oman, mais aussi en Asie – Malaisie, Singapour et Inde –, en Amérique du Nord et en Angleterre. Dans les métropoles arabes, le secteur florissant de la construction leur fournit des emplois de maçons, ferblantiers ou manœuvres. Des ménages fortunés les engagent comme chauffeurs, employés de cuisine ou baby-sitters. En outre, beaucoup de Bangladais non qualifiés travaillent dans les usines d'Asie du Sud.

Chaque année, ils sont un million de plus à s'exiler, généralement pour cinq à six ans et avec la bénédiction de leur gouvernement. Car ces expatriés valent de l'or pour l'État bangladais: l'an passé, ils ont envoyé officiellement 10 milliards de dollars à leurs familles restées au pays. Ainsi, l'argent des migrants représente au moins 10% du produit intérieur brut – et presque le double si l'on y ajoute les transferts non officiels. «Même en pleine crise économique, en 2008 et 2009, le volume

des fonds envoyés au Bangladesh a continué d'augmenter», constate Lorenza Rossi, spécialiste des migrations à la DDC.

Réglementer la migration

La migration constitue pour le gouvernement bangladais un facteur économique éminemment important. «Si elle continue d'augmenter, les transferts de fonds vont bientôt dépasser le chiffre d'affaires de l'industrie textile, qui est jusqu'ici le principal secteur économique du pays», observe Joseph Guntern, chef du bureau de coopération de la DDC à Dhaka.

Dans un pays qui compte environ 164 millions d'habitants sur une superficie à peine trois fois et demie plus grande que celle de la Suisse, l'émigration constitue pour des centaines de milliers de chômeurs la seule possibilité de s'assurer un revenu. «Il est totalement illusoire de penser que quelques projets de développement créeront assez d'emplois pour stopper la migration», note Joseph Guntern. C'est pourquoi la DDC soutient un projet du gouvernement bangladais sur la réglementation de ce phénomène.



Les travailleurs migrants bangladais envoient environ 10 milliards de dollars par an dans leur pays. Des efforts visent à encourager l'émigration des femmes, encore désapprouvée par la société.

Contrôler les agences de recrutement

Ce projet, mis en œuvre par l'Organisation internationale du travail (OIT), intervient à différents niveaux. Il élabore les règles d'une politique migratoire efficace, car le gouvernement n'avait jusqu'à présent aucune stratégie de régulation dans ce domaine. Mais son but est surtout d'agir au niveau des agences de recrutement et de l'information aux migrants. En effet, une bonne moitié des travailleurs passent par ces intermédiaires pour trouver du travail à l'étranger. Les recruteurs écument les villages et appâtent les migrants potentiels sans les informer des risques qu'ils pourraient courir.

Contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays d'émigration, ces agences échappent au contrôle de l'État. Pourtant, une surveillance serait très importante pour les candidats au départ. Alors qu'aux Philippines, par exemple, les recruteurs donnent aux migrants des explications détaillées sur ce qui les attend, ce n'est pas le cas au Bangladesh. De plus, les agences exigent des paiements anticipés et prélèvent des commissions. Dans certains cas, plusieurs d'entre elles sont impliquées et le migrant doit chaque fois passer à la caisse.

Empêcher l'exploitation des migrants

La plupart des migrants originaires du Bangladesh n'ont qu'une formation médiocre. Il serait donc d'autant plus nécessaire de les renseigner sur les conditions de travail dans le pays de destination ainsi que sur leurs droits et leurs devoirs. « Cette information est absolument essentielle pour les migrants. Il est fréquent en effet que les employeurs les exploitent sans scrupules, ne les paient pas ou, pire encore, leur confisquent leur passeport pour les empêcher de changer d'employeur ou de re-

tourner au pays », explique Jacqueline Schmid, chargée de programme à la DDC.

Ce projet vise à faire pression sur les agences de recrutement, afin qu'elles communiquent aux migrants les renseignements dont ils ont besoin. « Pour l'instant, les recruteurs remettent aux futurs expatriés tout au plus une brochure d'information sur leurs droits dans le pays de destination. Mais cela ne sert à rien lorsqu'on est analphabète », observe Joseph Guntern. Par ailleurs, il convient de former à l'échelle communale des fonctionnaires chargés de conseiller les personnes qui envisagent d'émigrer.

Encourager l'émigration des femmes

Quelque 95% des émigrants sont des hommes. C'est une situation héritée de l'histoire, dans la mesure où il a longtemps été interdit aux femmes de quitter le pays sans leur famille. La législation s'est assouplie ces dernières années, mais la société continue à désapprouver l'émigration des femmes. Sans compter que ces dernières se trouvent exposées dans les pays étrangers à des dangers encore plus graves que leurs compatriotes masculins.

C'est pourquoi le projet de la DDC mise aussi sur les informations spécifiquement destinées aux femmes, afin que les Bangladaises puissent émigrer dans les meilleures conditions possibles. Car l'expatriation n'est pas seulement rentable pour l'État : les migrants gagnent en moyenne quatre fois plus que les travailleurs restés au pays ; ils envoient à leur famille plus de 100 000 takas (environ 1 350 francs) par année. ■

(De l'allemand)

La migration du travail

Environ 90% des migrations sont motivées par la recherche d'un emploi. La mondialisation a assoupli le marché international du travail et gonflé le nombre de migrants économiques. Certes, la majorité des expatriés vivent dans les pays en développement. Mais les pays d'où viennent les plus gros transferts d'argent sont les États-Unis, l'Arabie saoudite et la Suisse. Le travail des migrants profite non seulement à eux-mêmes, à leur famille et à leur patrie, mais également au pays d'accueil. Le phénomène migratoire implique des transferts d'argent, de marchandises, de savoirs et d'idées. Les pays d'origine s'insèrent ainsi davantage dans l'économie mondiale. À leur retour, les travailleurs ramènent en outre le savoir, l'expérience et le pécule acquis à l'étranger. Ils contribuent au développement économique et social de leur pays.

Des abris contre les inondations et les cyclones

Des inondations et des cyclones ravagent régulièrement le Bangladesh, un pays très densément peuplé. Ces dernières années, le gouvernement et les donateurs ont intensifié leurs efforts pour atténuer les risques de catastrophes. La Suisse s'emploie à réaliser des abris anticycloniques qui répondent aux besoins de la population locale.

(gn) Le Bangladesh se trouve très exposé aux catastrophes naturelles: outre les inondations qui reviennent chaque année et les cyclones, plus sporadiques, il existe un risque latent de séismes. De surcroît, ce pays souffre des conséquences de l'érosion et de la sécheresse. La réduction des risques de catastrophes (RRC) est donc, en toute logique, un thème qui préoccupe aussi bien le gouvernement que les donateurs et les organisations non gouvernementales (ONG) actives au Bangladesh.

Des mesures de prévention ciblées peuvent éviter bien des dégâts. Dans un village situé au bord de la rivière Jamuna, la DDC a par exemple soutenu la réalisation d'un terre-plein où les éleveurs peuvent mettre leur cheptel en sûreté pendant les inondations. Dans un autre village, les paysans construisent avant la saison des pluies de simples digues qui retiennent l'eau jusqu'à ce que la récolte soit rentrée. «Le Bangladesh est un pays extrêmement plat et tellement peuplé que la moindre crue peut avoir des conséquences dramatiques pour des millions de gens», constate Barbara Rothenberger, responsable de la RRC à la section Asie et Amérique de l'Aide humanitaire de la DDC. Depuis quelques années, tous les projets suisses qui se déroulent dans des zones à risque prennent en compte la prévention des catastrophes.

De la place aussi pour le bétail

Parallèlement à l'intégration systématique de cette dimension dans les activités de développement (*mainstreaming*), certains projets ont pour objet spécifique la réduction des risques. La DDC a ainsi soutenu l'élaboration d'un cours informatisé de sensibilisation à la RRC et la création d'un cursus de gestion du risque à l'Université de Dhaka. Par ailleurs, l'aide d'urgence apportée après le passage du cyclone Sidr en 2007 a débouché sur un projet pilote: des cours et des exercices doivent préparer la population à mieux se prémunir contre les cyclones.

En collaboration avec les communautés concernées, des spécialistes de la DDC ont également construit douze nouveaux abris collectifs sur pilotis, qui offrent une protection contre les cyclones et les inondations. «Nous entendions tirer la leçon des expériences passées et adapter le mieux possible ces bâtiments aux besoins de la population», explique Barbara Rothenberger. C'est pourquoi les abris comportent des locaux où les femmes ont la possibilité de se retirer, ainsi que des espaces réservés aux animaux d'importance vitale pour les paysans (moutons, vaches, etc.). ■

(De l'allemand)

En étroite collaboration avec les communautés concernées, des spécialistes de la DDC ont construit douze abris de ce type. La population locale peut s'y réfugier en cas de cyclones ou d'inondations.

La RRC, un nouveau défi

La réduction des risques de catastrophes (RRC) devrait prendre à l'avenir une importance accrue en raison de l'augmentation des problèmes liés au changement climatique, à la pollution et à l'érosion. La coopération au développement a encore peu d'expérience dans ce domaine. C'est pourquoi la DDC voue un soin tout particulier à l'élaboration de projets et de stratégies touchant à la RRC. Le Bangladesh est l'une des six régions du monde – avec l'Amérique centrale, le Maroc, la Bolivie, le Proche-Orient et l'Asie centrale – où elle réalise depuis plusieurs années des programmes de RRC. L'hiver dernier, elle y a organisé un atelier sur la réduction des risques de catastrophes et l'adaptation aux changements climatiques. Les participants ont pu tester un nouveau manuel qui sera utilisé désormais dans les programmes et les projets de la DDC.

Monika Flückiger



Faits et chiffres

Politique et administration

Le Parlement du Bangladesh compte une seule chambre, l'Assemblée nationale, élue tous les cinq ans. Sur les 345 sièges, 45 sont réservés aux femmes. Les sept grandes divisions administratives du pays sont elles-mêmes subdivisées en districts et sous-districts (*upazilas*). Ces derniers, de même que les 68 000 communes villageoises du pays, se verront confier à l'avenir davantage de responsabilités en matière de développement local et régional.



Norbert Enker/iaif

Nom

République populaire du Bangladesh

Capitale

Dhaka – 6,7 millions d'habitants dans la ville proprement dite, environ 12 millions dans l'agglomération

Superficie

144 000 km²

Population

164,4 millions d'habitants

Structure démographique

0-14 ans	34,6%
15-64 ans	61,4%
plus de 65 ans	4%

Croissance démographique

1,55% (2010)

Ethnies

98% de Bengalis
2% d'ethnies diverses

Langues

Bengali, anglais

Économie

45% des personnes actives travaillent dans l'agriculture. Le taux de chômage s'élève à 5,1% et 36% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté.

Liens

Site riche en informations (en allemand) sur le Bangladesh, ses habitants et ses relations avec la Suisse: www.bangladesch.ch

Hebdomadaire en anglais: www.weeklyholiday.net

Bureau de la DDC au Bangladesh (en anglais): www.swiss-cooperation.admin.ch/bangladesh

Centre de recherche pour le développement du Bangladesh (BDRC): www.bangladeshstudies.org

Répertoire de plus de 2200 ONG officiellement actives au Bangladesh: www.ngosinbd.com

Comité pour le développement rural du Bangladesh (Brac), la plus grande ONG du pays: www.brac.net

Grameen Bank, fondée par Muhammad Yunus, prix Nobel de la paix: www.grameen.com

Des objectifs pratiquement atteints

Selon la Banque mondiale, le Bangladesh a de bonnes chances d'atteindre en 2015 les Objectifs du Millénaire pour le développement dans les domaines de la santé et de l'éducation. En outre, le gouvernement bangladais s'est fixé pour but de ramener le taux de pauvreté de 40% actuellement à 15% d'ici 2021. Il compte également entrer à la même échéance dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire.

La menace climatique

Actuellement, le Bangladesh contribue pour à peine 0,06% aux émissions mondiales de gaz à effet de serre. En revanche, il figure tout en haut de la liste des pays les plus durement touchés par les répercussions du changement climatique: un tiers de son territoire se trouve dans des régions côtières constamment menacées par des inondations. Dans le delta formé par le Gange et le Brahmapoutre, où vivent 35 millions de personnes, 62% des terres se situent à moins de 3 mètres au-dessus du niveau de la mer et 86% à moins de 5 mètres au-dessus. Si son niveau s'élevait d'un mètre, la mer inonderait 30 000 km² de terres et chasserait de chez elles 15 millions de personnes.



Jens Grossmann/iaif

« Il n'existe pas de démocratie parfaite »



Andrea Gulli/AGEF/af

Quelques épines sur les roses

Beaucoup espéraient qu'avec la Révolution des Roses et l'arrivée au pouvoir du président Saakachvili, la démocratie s'installerait rapidement en Géorgie. Leurs attentes n'ont été que partiellement comblées. L'opposition et les observateurs internationaux déplorent en particulier l'absence de liberté de la presse. La plupart des médias sont sous le contrôle indirect de l'État. Les observateurs ont dénoncé des fraudes lors de l'élection présidentielle de 2008. Des fondations américaines ont réactivé les fonds destinés à la démocratisation, qu'elles avaient gelés après la révolution. Elles financent notamment des organisations de droits de l'homme, comme l'Association des jeunes juristes géorgiens, qui défend souvent les victimes d'abus perpétrés par la police ou la justice. Cette association n'a toutefois encore jamais gagné un procès dans lequel les intérêts de l'État étaient en jeu.

Parmi les républiques du Caucase, la Géorgie passe pour un modèle de démocratie. Depuis la Révolution des Roses, en 2003, elle a combattu avec succès la corruption et l'économie clanique. Ce petit pays agraire n'en continue pas moins de subir les conséquences du conflit avec la Russie qui était, jusqu'à l'embargo de 2006, le principal importateur de ses vins et de ses produits agricoles. Les Géorgiens comptent désormais sur les marchés européens et le tourisme. D'Ann-Dorit Boy*.

Le rêve de Nikolai Nikolaïchvili est envahi de mauvaises herbes. « Pour l'instant seulement », tient à préciser ce jeune Géorgien. Errant parmi des fondations érigées dans son jardin, il sourit avec un optimisme mesuré. Entre d'antiques ceps de vigne et des rosiers en fleurs se dressent quelques murs gris : le rez-de-chaussée d'une future maison d'hôtes. Le vigneron et son père ont lancé les travaux il y a deux ans, puis l'argent leur a manqué. Un jour ou l'autre, ils trouveront un investisseur. C'est du moins ce qu'espère Nikolai. À 35 ans, il compte sur la vigne et l'agrotourisme pour nourrir sa famille. « L'agriculture et le tourisme, dit-il, c'est tout ce que nous avons. »

Tsinandali, son village natal, est à deux heures de route de Tbilissi, la capitale. Il se trouve en Kakhétie, le grenier à blé et la cave à vin du pays. Dans

cette province qui jouxte l'Azerbaïdjan, on cultive la vigne depuis des siècles. Pommiers, poiriers, pêchers et abricotiers s'épanouissent dans les vergers. De nombreux couvents et églises séculaires se nichent dans un paysage de douces collines. Bref, la région a tout pour attirer le tourisme. Pourtant, beaucoup de ceux qui voudraient en vivre rencontrent les mêmes difficultés que Nikolai : ils n'ont pas assez d'argent pour démarrer.

Les conditions de vie s'améliorent lentement

Des progrès sont néanmoins perceptibles : depuis Tbilissi, des routes récemment goudronnées mènent rapidement vers la Kakhétie ; il y a quelques années encore, la province n'était accessible que par des pistes à peine praticables. Dans la plupart des



Ann-Dorit Boy



Julien Chateaufort

Nikolaï Nikolaïchvili (ci-dessus), licencié en économie, n'a pas trouvé d'emploi à Tbilissi, la capitale (à gauche). C'est pourquoi il s'est mis à travailler la vigne avec son père, Vaja. Maintenant, il essaie d'exporter son vin vers l'Europe.

villages, des tuyaux métalliques peints en rouge longent les deux côtés des nouvelles routes : ce sont des conduites de gaz. En outre, on a progressivement construit des canalisations et installé l'électricité dans les régions rurales. Il n'en reste pas moins que, vingt ans après l'indépendance, certains villages reculés attendent toujours ces bienfaits de la civilisation.

« Nous vivons mieux depuis la révolution », affirme sans hésiter Nikolaï Nikolaïchvili. Il fait référence à la Révolution des Roses : en 2003, les Géorgiens ont chassé du pouvoir le président Édouard Chevardnadzé, avec son système clanique et corrompu, pour le remplacer par Mikhaïl Saakachvili. Depuis que ce dernier est aux commandes, confirme Vaja, le père de Nikolaï, la vie s'améliore lentement mais sûrement. Sous le régime de Chevardnadzé, il n'y avait rien en Géorgie. Pas d'électricité, pas même de pain. Maintenant, la famille de Nikolaï est raccordée aux réseaux de gaz et d'électricité. Et une énorme antenne parabolique trône sur le toit de leur maison.

« Malgré tout, nous n'avons pas encore vraiment retrouvé le niveau de vie des années 80 », remarque Nikolaï. Père et fils sont installés dans la salle à manger glaciale. La famille reçoit autour d'une longue table en bois les visiteurs de passage et les quelques touristes qu'elle parvient à loger en été dans sa propre maison. Nikolaï explique que le fonctionnement du pays a complètement changé. Chacun est désormais responsable de lui-même. À l'époque soviétique, le gouvernement s'occupait de tout, même du beau temps, se souvient la famille : pour protéger les précieuses récoltes viticoles, des avions de combat tiraient sur les nuages d'orage. « Aujourd'hui, nous sommes de nouveau seuls à assumer les risques », déclare Nikolaï en haussant les

épaules. L'année dernière, la grêle a détruit la moitié de sa récolte.

Un large fossé entre ville et campagne

C'est surtout à Tbilissi que se manifestent la fierté et la volonté de changement de la nouvelle Géorgie et de son gouvernement. Sur les versants qui surplombent cette métropole, Mikhaïl Saakachvili a fait construire une résidence présidentielle d'inspiration néoclassique. Non loin de là, également sur la rive gauche de la Koura, se dresse la cathédrale de la Trinité avec sa coupole en pierre. Achèvement en 2004, elle est le principal lieu de culte des orthodoxes géorgiens et symbolise le retour de la foi religieuse. Un pont ultramoderne, recouvert d'un toit en verre, conduit de l'autre côté du fleuve, où des engins s'activent pour aménager un parc futuriste. Quant à la vieille ville, un lieu pittoresque avec ses maisons basses et ses balcons en bois sculpté, elle est à l'abandon. Le président préfère investir dans l'infrastructure touristique de la station balnéaire de Batoumi, sur la mer Noire.

Nikolaï Nikolaïchvili sait très bien que le niveau de vie à Tbilissi n'a rien de commun avec celui de Tsinandali. Il était lui-même prédestiné à vivre à la capitale : ayant achevé ses études en économie internationale avec mention, il aurait volontiers embrassé une carrière d'économiste. « Mais je n'ai pas trouvé d'emploi dans ce domaine. J'ai donc commencé à travailler la vigne », explique-t-il. Ce jeune père doit en effet nourrir sa femme, ses deux enfants et, bientôt, ses parents.

C'est son père qui lui a appris la méthode traditionnelle de vinification. Après avoir été pressé avec les pieds, le raisin fermente dans d'immenses fûts. On le transvase ensuite dans de grands récipients en argile enterrés dans le sol, où il va sé-





Une atmosphère de nouveau règne à Tbilissi, une métropole pleine de contrastes

Déracinés depuis près de vingt ans

La Géorgie compte environ 250 000 personnes déplacées. Certaines ont quitté leurs villages pendant la guerre civile de 1992-93, causée par la sécession de l'Abkhazie; d'autres se sont enfuies durant la guerre éclair de l'été 2008, dont l'enjeu était la province séparatiste d'Ossétie du Sud. Grâce à l'aide internationale, une partie des déplacés logent dans des maisons préfabriquées, résistantes au froid. Beaucoup d'autres doivent s'accommoder de conditions très précaires. Ils vivent dans des camps, d'anciennes garderies d'enfants ou des foyers pour étudiants. Début 2010, des défenseurs des droits de l'homme ont protesté contre la décision du gouvernement de transférer vers les zones rurales des familles qui s'étaient installées, à ses yeux illégalement, dans la capitale. À la campagne, ces réfugiés ont encore moins de chances de trouver un travail ou de se former qu'à Tbilissi.

journer plusieurs mois. On obtient ainsi un vin blanc terreux, d'un jaune prononcé. Sur leurs quatre hectares de terre, les Nikolaïchvili récoltent environ 20 tonnes de raisin. Ils vendent aussitôt la moitié de la récolte, surtout les cépages rouges, à l'un des grands pressoirs industriels de la région. L'État octroie des subventions qui rehaussent quelque peu le prix de vente dérisoire du raisin. Son propre vin, Nikolai le vend sur le marché national et aux touristes. En ce moment, il s'efforce d'obtenir une certification bio officielle, afin de pouvoir exporter sa production vers l'Europe. Il bénéficie en cela de l'appui d'une organisation non gouvernementale, Elkana, qui organise également des cours sur l'agrotourisme.

De nouveaux débouchés

L'embargo décrété en 2006 par les Russes sur les produits géorgiens n'affecte pas directement la famille Nikolaïchvili, mais ses effets se sont fait sentir dans tout le pays. «La première année, ce fut très dur pour tout le monde», se souvient le vigneron. Du jour au lendemain, la production viticole a chuté de 80%. Et la situation ne s'améliore que lentement. Selon le ministère de l'économie, la Géorgie a exporté 15 millions de bouteilles de vin en 2010, soit 34% de plus que l'année précédente. Avant l'embargo, les exportations avoisinaient 59 millions de bouteilles. Depuis, les Géorgiens recherchent sans relâche de nouveaux débouchés, surtout en Ukraine, mais aussi dans les pays d'Europe occidentale. De nouveaux groupes viticoles, comme Teliani Valley, ont d'emblée opté pour la qualité et concentré leurs efforts de commercialisation sur les marchés occidentaux. Après la guerre éclair d'août 2008 et la rupture des relations diplomatiques avec Moscou, les Géorgiens n'espèrent plus écouler un jour leurs produits en Russie.

Selon Nikolai, si le tourisme se développe aussi bien que prévu, toute la production géorgienne sera un jour consommée sur place.

Lutte efficace contre la corruption

Mais on en est encore loin. Le pays affiche un taux de chômage de 13%. Comme le montrent les sondages, la majorité de la population considère que c'est le problème national le plus épineux. En revanche, la corruption n'est plus, comme dans les pays voisins (Arménie et Azerbaïdjan), l'une des principales entraves aux activités quotidiennes. Grâce à une profonde réforme de la police et à une nette hausse des salaires, le gouvernement est parvenu à combattre efficacement ce fléau.

Le président Saakachvili n'a toutefois pas réussi à résoudre tous les problèmes sociaux. Les retraités continuent de toucher des rentes de misère et les vétérans de la guerre manifestent régulièrement dans la capitale pour obtenir un meilleur soutien de l'État. Face à la situation de leur pays, la plupart des Géorgiens éprouvent le même optimisme prudent que Nikolai Nikolaïchvili: «De toute façon, il n'existe pas de démocratie parfaite.»

Bien qu'il n'ait eu aucune chance d'exercer son métier dans sa patrie et qu'il peine à faire vivre les siens, Nikolai n'a jamais pensé à partir. Dans son esprit, la pension de ses rêves se dressera un jour sur le terrain familial. D'ailleurs, il a déjà acheté la moitié du matériel de construction. ■

* Basée à Moscou, Ann-Dorit Boy travaille comme correspondante indépendante pour divers médias germanophones, dont la «Neue Zürcher Zeitung», «Die Zeit» et «Spiegel Online». Elle se rend régulièrement en Géorgie, en Arménie et en Azerbaïdjan.

(De l'allemand)

Une journée sur le terrain avec...

Derek Müller, chef du bureau de coopération de la DDC à Tbilissi

Je peux me permettre de ne pas me lever trop tôt. En Géorgie, le travail ne commence pas avant 10 heures et notre bureau n'ouvre qu'à 9 heures. Je prends un café avec mon épouse. Puis je pars pour le bureau avant que la circulation quotidienne n'envahisse les rues. C'est une promenade agréable et brève. À 8 heures, je suis sur place. Durant le temps dont je dispose avant l'arrivée de mes collaborateurs, je liquide des affaires en suspens. Dès 9 heures 30, tout le monde est en pleine action. Je tiens de brèves réunions avec mon équipe et organise le travail de la journée. Le bureau de coopération occupe quinze personnes, dont deux de nationalité suisse. Cinq autres collaborateurs travaillent dans les bureaux de programme à Erevan et à Bakou, où se trouve aussi mon suppléant.

Il y a trois heures de décalage entre Tbilissi et Berne. Nous devons donc patienter avant de recevoir les premiers courriels. Je profite de cette attente pour envoyer divers documents, finaliser des de-

« Nous abordons les questions en suspens et fixons la prochaine visite sur le terrain ainsi qu'une rencontre avec le gouverneur de la région. »

mandes de crédits en attente et m'entretenir avec les collaborateurs chargés des projets. Les rendez-vous sont fixés à partir de 11 heures et nos partenaires viennent le plus souvent nous voir ici. Aujourd'hui, j'attends les représentants de Care International. Sur mandat de la DDC, cette organisation non gouvernementale réalise un projet de développement rural dans la région montagneuse de Ratcha. C'est une séance de routine : nous avons reçu le rapport semestriel ; nous abordons les questions en suspens et fixons la prochaine visite sur le terrain ainsi qu'une rencontre avec le gouverneur de la région. Ce projet porte avant tout sur l'élevage. En améliorant la production de lait et de fromage, il vise à réduire la pauvreté, très largement répandue dans cette région.



DDC

Le plus souvent, c'est après la brève pause de midi que les choses s'accroissent. Vers 13 heures, le chauffeur me dépose devant le bâtiment principal de l'ONU. Je ne conduis pas moi-même, car les places de stationnement sont extrêmement rares à Tbilissi. Tous les responsables d'organisations multilatérales et bilatérales de développement participent à la réunion des donateurs, présidée par un représentant de l'ONU. Ces séances sont fort utiles et stimulantes. Elles me donnent aussi un aperçu de ce que font les autres agences. Celle d'aujourd'hui est consacrée aux activités humanitaires en Abkhazie, une région qui occupe également une place importante dans le programme de la DDC en Géorgie. Vers 15 heures – il est midi à Berne –, je suis de retour au bureau. Un échange de messages, rapide et même fiévreux, commence avec la centrale : il s'agit de préciser les détails des demandes de crédits en cours et de répondre aux dernières questions.

Je m'offre ensuite une pause-café avec mon suppléant, chargé de la mise en œuvre du programme humanitaire. Nous en profitons pour aborder des aspects opérationnels et préparer notre séance hebdomadaire avec l'ambassadeur.

Je passe ensuite encore une bonne heure à régler des affaires administratives dans mon bureau avec le chef des finances. Ma journée de travail s'achève autour de 18 heures 30. De retour chez moi, je fais quelques exercices de yoga avant de passer le reste de la soirée avec ma femme. Dans l'idéal, nous cuisinons un bon petit plat, de préférence des légumes frais avec des pâtes, ou alors des champignons que nous avons cueillis nous-mêmes. ■

(Propos recueillis par Maria Roselli)

(De l'allemand)

Le programme suisse en Géorgie

Le 8 août 2008, une guerre a éclaté entre la Géorgie d'une part, la Russie, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud d'autre part. Quand la Russie a reconnu, le 26 août, l'indépendance de ces deux provinces séparatistes, la Géorgie a aussitôt rompu ses relations diplomatiques avec elle. À la demande des deux États, la Suisse assure depuis début 2009 la représentation des intérêts diplomatiques et consulaires de la Russie à Tbilissi et ceux de la Géorgie à Moscou. Après le conflit d'août 2008, la Suisse a participé aux activités internationales d'aide humanitaire dans cette région en crise. Depuis les années 90, elle réalise divers projets humanitaires et de coopération technique en Géorgie ainsi que dans les pays voisins, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Dans le cadre de la stratégie suisse de coopération en Transcaucasie, le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) réalise un programme axé essentiellement sur l'Azerbaïdjan.

www.ddc.admin.ch,
« Pays », « CEI », « Caucase du Sud »
www.swiss-cooperation.admin.ch/southerncaucasus

Nous avons besoin de fouilleurs de cendres

En URSS, toute pensée et toute action individuelles ont été interdites pendant septante ans, soit plus de trois générations. Le régime soviétique n'avait pas seulement proscrit la propriété privée. Il réprimait aussi les initiatives personnelles de près de 300 millions d'individus.

Dans ce domaine, la Géorgie semble être un cas extrême. Grâce à un sol extrêmement fertile et à un climat méridional, les habitants du pays récoltent des fruits et des légumes en abondance, tout en étant comblés d'eau et de soleil. Une blague très courante au sujet des Géorgiens raconte l'histoire d'un paysan qui rêvasse, étendu à l'ombre d'un pommier. Un riche voyageur, qui passe par là, le prie de lui cueillir une pomme, moyennant paiement. Le paysan l'ignore jusqu'à ce que tout le village se rassemble et que le doyen demande au paresseux :

- Pourquoi ne cueilles-tu pas une pomme pour cet homme? Il te paierait bien.
- Pourquoi le ferais-je?
- Tu deviendrais riche et tu vivrais tranquille pour le restant de tes jours.
- Vivre tranquille? Mais je le fais déjà maintenant...

La nature, qui s'est montrée si généreuse avec notre pays, n'a fait que renforcer les barrières mentales héritées de l'ère soviétique. Bien que la Géorgie («géo» signifie terre) offre des conditions idéales pour l'agriculture, la majeure partie de ses terres sont en friche. Personne ne se soucie de les entretenir et de les exploiter. Le climat est doux, la nature luxuriante. Les gens n'ont pas besoin de faire autant d'efforts pour survivre que les habitants des rudes pays situés plus au nord.

L'un des héros des contes géorgiens est «le fouilleur de cendres». Il s'agit d'un orphelin, Natsarkékia, qui passe des heures assis devant le feu, le regard fixe, en grattant la cendre avec un bâton. Autrefois, ce garçon était le symbole de la paresse. Mais aujourd'hui, il jouit d'une connotation positive. S'il remue la cendre, ce n'est pas sans but. Il y trace des signes, ce qui fait naître des idées et incite à l'action.

La Géorgie a besoin aujourd'hui de fouilleurs de cendres! Les gens doivent prendre des initiatives, à petite ou grande échelle, afin de faire bouger les choses. Il y a vingt ans, notre pays a opté plus ou moins consciemment pour la démocratie. Mais personne ne nous a expliqué clairement ce que cela signifie : la démocratie ne peut fonctionner correctement qu'avec des individus engagés et capables de réfléchir par eux-mêmes; les citoyens, le secteur privé et le gouvernement doivent s'entendre pour gérer et développer ensemble le pays. C'est pourquoi il incombe à tout individu de se prendre en main, de s'organiser et de miser sur ses propres initiatives. Si le secteur privé prend de l'ampleur, un équilibre s'établira entre le gouvernement et la population. Chacun prendra alors ses responsabilités, au lieu de se plaindre des autres.



Wato Tsereteli a étudié le cinéma à Tbilissi et la photographie à Anvers. À 36 ans, il travaille aujourd'hui en tant que commissaire d'expositions internationales, directeur artistique, photographe et artiste. Ses propres œuvres sont des créations bi-, tri- voire quadridimensionnelles. Wato Tsereteli est l'un des fondateurs du Centre d'art contemporain de Tbilissi (www.cca.ge), une plateforme de formation, de recherche et d'exposition pour les artistes et les professionnels.

Le nouveau Centre d'art contemporain (CCA) de Tbilissi prouve, à sa modeste mesure, que bien des choses sont possibles en Géorgie. Je fais partie du groupe d'artistes qui l'ont fondé l'année dernière. Sponsorisé par une grande entreprise géorgienne, le centre a reçu une aide initiale d'artistes suisses et du bureau de la DDC à Tbilissi. Au départ, nous avions une idée bien précise, mais ni locaux, ni terrain et encore moins d'argent. Aujourd'hui, le CCA est un organisme autonome qui propose notamment

une filière de formation informelle dans le domaine du multimédia. Il peut accueillir des artistes et des commissaires d'expositions, locaux ou internationaux, et organiser des programmes d'échange. Sa première exposition lui a d'ailleurs valu une large reconnaissance internationale.

Dans la mesure où le CCA trace des signes, nous sommes devenus, nous aussi, des fouilleurs de cendres. ■

(Du géorgien)

Des spécialistes de l'eau pour le Soudan



Le Soudan est le pays qui absorbe le plus grand volume d'aide humanitaire. Les besoins y sont énormes et les progrès très lents. La Suisse continue de développer l'aide qu'elle déploie depuis 1994 dans le sud du pays. En plus de contributions versées à des organisations partenaires bilatérales et multilatérales, elle réalise ses propres projets.

(gn) «Étant donné le soutien financier international que le Soudan reçoit depuis des années, on devrait s'attendre à une amélioration progressive de l'approvisionnement en eau dans les régions rurales», estime Walter Baumgartner, membre du groupe spécialisé Eau potable et hygiène de l'habitat du Corps suisse d'aide humanitaire. En mission dans l'État soudanais du Kordofan méridional depuis janvier 2010, ce spécialiste chevronné lance, coordonne et contrôle des projets d'adduction d'eau sur mandat de l'Unicef.

Les habitants des villages isolés manquent souvent d'eau pendant la période sèche et ils en ont trop pendant la saison des pluies. Ces dernières années, on a donc construit des milliers de pompes et d'installations sanitaires dans la région, mais leur durée de vie ne dépasse guère une année ou deux.

«Au Soudan, deux mondes s'affrontent: la maintenance fort complexe des puits de pétrole semble être un jeu d'enfant, alors que la réparation d'une simple pompe à eau relève de l'impossible», résume Walter Baumgartner. Voilà pourquoi l'Unicef s'emploie à rendre l'administration plus efficace, à diversifier l'offre en matière d'eau et d'assainissement, et à impliquer davantage les communautés locales dans l'entretien des installations.

Une longue présence

Il y a déjà plus de quinze ans que la DDC mène des activités dans les monts Nouba et le Kordofan méridional. Depuis quelques années, elle met également un spécialiste de l'eau à la disposition de l'Unicef au Sud-Soudan. Elle est d'ailleurs sur le point d'ouvrir son propre bureau dans la ville d'Aweil, afin de mener sur place une action directe destinée à améliorer l'adduction d'eau et l'hygiène. Ce projet, qui doit durer trois ans, dispose d'un budget de 5 millions de francs.

«Depuis la signature de l'accord de paix en 2005, un grand nombre de réfugiés sont déjà revenus dans la région et le référendum sur l'indépendance du Sud-Soudan n'a fait qu'accroître cet afflux. Les énormes besoins en eau, tant pour les hommes que pour les animaux, placent le futur gouvernement sud-soudanais face à un défi énorme», analyse Martin Jaggi, chargé de programme à la DDC. Au cours des mois et des années à venir, des spécialistes suisses apporteront donc leur appui aux autorités du nouvel État afin de mettre en place l'organisation et l'infrastructure du secteur de l'eau. ■

(De l'allemand)

Au-delà de l'aide d'urgence

La coopération suisse consacre chaque année environ 14 millions de francs d'aide humanitaire au Soudan, bien que celui-ci ne soit pas l'un de ses pays prioritaires et qu'il ne bénéficie pas d'un programme régional. La DDC possède des bureaux à Khartoum et à Djouba, respectivement capitales du Soudan et du Sud-Soudan. Son programme 2010-2012 pour le Soudan inclut le détachement d'experts suisses auprès des agences humanitaires de l'ONU, le versement de contributions à des organisations partenaires et la mise en œuvre de projets directs. La Division politique IV du Département fédéral des affaires étrangères et le Département fédéral de la défense sont également présents au Sud-Soudan. Ils travaillent dans les domaines de la médiation, de la transformation des conflits et de la sécurité.

Des fours à briques moins voraces en énergie

Les briqueteries artisanales sont une source importante de gaz à effet de serre en Amérique latine. Un programme régional de la DDC veut renforcer l'efficacité énergétique de leurs fours, afin d'atténuer le changement climatique. Cette adaptation technologique devrait aussi améliorer la qualité de l'air et augmenter les revenus des producteurs.



Swisscontact (2)

Une longue expérience

La DDC s'emploie depuis de nombreuses années à améliorer l'efficacité énergétique de la cuisson des briques. Dès 1996, elle a contribué à la diffusion en Asie d'un modèle d'origine chinoise, le four à briques vertical (VSBK). Les premières expériences ont été faites en Inde : une fois adapté aux conditions locales et amélioré, le VSBK a été construit à plus d'une centaine d'exemplaires. Par la suite, la DDC a élargi ce programme au Népal, au Viêt-nam, à l'Afghanistan et au Pakistan. Un projet similaire vient de démarrer en Afrique du Sud. La construction d'un tel four coûte entre 60 000 et 100 000 dollars. Ce prix est malheureusement trop élevé pour les petits producteurs participant au programme lancé en Amérique latine.

Comme d'autres pays d'Amérique latine, le Mexique (ci-dessus) et la Colombie (à droite) comptent une multitude de briqueteries artisanales. Souvent, toute la famille travaille bénévolement dans l'entreprise.

(Jls) Les fours à briques foisonnent à la périphérie des grandes villes latino-américaines. Ils se dressent fréquemment au milieu des quartiers d'habitation. On aperçoit de loin ces constructions en maçonnerie, d'où s'échappe une épaisse fumée noire. Leur conception n'a pas changé depuis des millénaires : le foyer se trouve à la base d'une large tour carrée ou cylindrique, ouverte vers le ciel, dans laquelle on entasse les briques à cuire. Ces installations sont très peu efficaces sur le plan énergétique. L'absence de cheminée, associée à une méthode de cuisson archaïque, engendre une forte déperdition de chaleur. Quand ils n'ont pas les moyens d'acheter du bois, les briquetiers n'hésitent pas à y brûler des combustibles bon marché mais hautement polluants, comme des vieux pneus, du plastique, du fumier, des huiles usagées ou d'autres déchets. La pollution de l'air met en péril leur santé et celle des populations environnantes.

Un défi global

Les briqueteries artisanales couvrent jusqu'à 50% de la demande du marché. Ce sont généralement des entreprises familiales et informelles qui emploient moins de dix personnes. Le niveau de vie des travailleurs est très précaire, avec un salaire qui oscille entre 90 et 180 dollars par mois selon les pays. Certains producteurs ne s'en sortent que dans la mesure où toute leur famille travaille dans l'entreprise sans être rémunérée.

La DDC a lancé l'année dernière un programme régional visant à améliorer l'efficacité énergétique des briqueteries artisanales en Amérique latine. Elle intervient simultanément en Argentine, en Bolivie, au Brésil, en Colombie, en Équateur, au Mexique et au Pérou. «Le changement climatique ne connaît pas de frontières. Pour avoir un véritable impact sur cette problématique, il faut l'aborder de manière aussi large que possible», explique

Janine Kuriger, chargée de programme à la DDC. Les sept pays visés comptent 48 000 briqueteries qui rejettent chaque année 6 millions de tonnes de gaz à effet de serre (GES). Des expériences passées ont montré que l'adaptation technologique des fours traditionnels permet de réduire de 30% ces émissions.

Des technologies efficaces et abordables

D'ici 2013, des actions pilotes seront menées en collaboration avec 970 briqueteries ainsi que d'autres acteurs publics et privés. Des experts vont élaborer et mettre en œuvre de nouveaux concepts technologiques. Plusieurs formules différentes verront probablement le jour, car la situation varie d'un pays à l'autre. « Nous cherchons des technologies qui soient adaptées aux conditions locales et aux possibilités financières des entrepreneurs », souligne Janine Kuriger. Les nouveaux fours comporteront des cheminées et des chambres interconnectées afin de récupérer la chaleur. Les producteurs devront renoncer à utiliser des combustibles excessivement polluants.

Une plate-forme régionale assure l'échange d'expériences et de connaissances entre les pays participants, mais aussi avec l'Asie et l'Afrique. La DDC entend en effet promouvoir la coopération Sud-Sud, car le problème des briqueteries existe dans tous les pays en développement.

Hausse des salaires en vue

Hormis son effet positif sur le climat, la construction de fours plus efficaces présente également un intérêt économique. Il faudra moins de combustible pour cuire la même quantité de briques, la durée de cuisson sera réduite et le produit final de

« Le changement climatique ne connaît pas de frontières. »

meilleure qualité. Par conséquent, les briquetiers pourraient voir leurs revenus augmenter de 10%. « L'argument économique est déterminant, relève Janine Kuriger. Aucun propriétaire ne va changer son four dans le seul but d'atténuer le changement climatique. En revanche, cela devient intéressant pour lui s'il sait qu'un tel investissement sera rentable. »

Ce concept technologique fera partie d'un modèle

intégral de gestion des briqueteries, qui inclut également des composantes économiques et sociales. Ainsi, il est prévu de renforcer les capacités des entrepreneurs en matière de gestion et de commercialisation. En outre, une analyse du marché de la construction devrait leur permettre de mieux répondre à la demande. Les briquetiers seront également encouragés à rejoindre le système formel. Sur le plan social, un travail de sensibilisation sera mené pour limiter le travail des enfants et promouvoir l'égalité hommes-femmes.



Sur le marché du carbone

Une fois que les modèles pilotes auront été expérimentés, le programme les reproduira à grande échelle dans les sept pays concernés. Il a l'ambition de toucher quelque 24 000 briqueteries. Dans cette perspective, la DDC cherche d'ores et déjà à établir un mécanisme de financement durable. La vente de crédits-carbone est l'une des options envisagées. « Nous sommes en train d'examiner s'il est possible d'actionner les mécanismes créés par le Protocole de Kyoto, bien que les briqueteries soient très petites, informelles et disséminées sur plusieurs pays. » Sur les marchés internationaux du carbone, les pays du Nord peuvent en effet compenser leurs émissions de GES en finançant des projets dans le Sud qui contribuent à atténuer le changement climatique. Si les briquetiers latino-américains trouvent de tels investissements, ils pourront amortir l'achat de leurs fours. ■

Des gaz et des catastrophes

L'Amérique latine est responsable de 12% des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES). Le gaz carbonique (CO₂) libéré par la déforestation représente 46% des GES rejetés par la région et celui provenant de la consommation d'énergies fossiles 26%. Les autres GES (en particulier le méthane et le protoxyde d'azote) forment les 28% restants. Ils sont émis par le secteur agricole, l'élimination des déchets et l'industrie. L'Amérique latine subit de plein fouet le changement climatique, qui se manifeste notamment par la multiplication d'événements météorologiques extrêmes, la fonte des glaciers et la propagation de maladies tropicales.

DDC interne



Peter Meisemann

Hausse de l'aide au développement

(mq) Durant sa session de printemps, le Parlement a décidé de porter l'aide publique au développement à 0,5% du revenu national brut d'ici 2015. En 2011 et en 2012, la DDC et le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) disposeront ainsi de 640 millions de francs supplémentaires. La DDC prévoit d'utiliser cet argent pour financer des programmes bilatéraux dans les domaines de l'eau et du climat, reconstituer les ressources du Fonds africain de développement et verser une contribution au Programme des Nations Unies pour le développement ainsi qu'à l'Initiative pour l'allègement de la dette. En portant son aide à 0,5%, la Suisse se classe dans la moyenne supérieure des pays donateurs réunis au sein du Comité d'aide au développement de l'OCDE. Le Parlement a également accepté de prolonger et d'augmenter les fonds consacrés à la coopération avec l'Europe de l'Est et la Communauté des États indépendants, et de participer à l'accroissement du capital des banques de développement. Ce vote, qui renforce la coopération internationale de la Suisse, est un gage de confiance envers la DDC et une incitation à accroître encore son efficacité.

La santé des enfants moldaves

(lrf) En Moldavie, la mortalité infantile est très élevée par

rapport aux autres pays d'Europe. Les services de pédiatrie des hôpitaux se trouvent dans un état parfois alarmant; beaucoup de cliniques n'ont même pas d'équipements de base dans ce domaine. L'organisation de la médecine d'urgence est compliquée. L'assurance-maladie nationale ne parvient pas à financer suffisamment les prestations médicales. Depuis 2005, la DDC s'emploie à améliorer la santé des mères et des enfants en Moldavie. Ce projet est entré dans une nouvelle phase à la fin de 2010. Le but est de mettre en place un système national de secours pour les enfants et d'aménager deux centres modernes de soins pédiatriques d'urgence. La Suisse finance en outre des cours pour le personnel médical ainsi que des campagnes d'information sur la prévention des accidents d'enfants dans les maisons et sur la voie publique.

*Durée du projet: 2010-2013
Volume: 4,5 millions CHF*

Cartographier les ressources en eau au Tchad

(bm) Comme dans de nombreux pays de la zone sahélo-saharienne, le manque d'eau est un problème crucial au Tchad. Or, l'agriculture et l'élevage, qui sont les principales activités économiques du pays, en nécessitent de grandes quantités. La DDC soutient depuis janvier dernier



DDC

un projet de cartographie des ressources hydriques du pays, pour que les populations tchadiennes, en particulier les éleveurs et les agriculteurs, y accèdent plus facilement. L'établissement de cartes topographiques, géologiques et hydrogéologiques, à l'échelle nationale ou locale, permettra de mieux connaître les ressources disponibles. Ce projet porte aussi sur le développement du réseau de stations météorologiques et la formation de cadres nationaux. La DDC pourra mettre au service du gouvernement tchadien l'expertise présente sur son territoire, en collaborant avec l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (Cern), le Programme opérationnel de l'ONU pour les applications satellitaires (Onusat) et des institutions suisses actives dans ce domaine.

*Durée du projet: 2011-2014
Volume: 6 millions CHF*

Détenus toxicomanes en Estonie

(lrf) La toxicomanie constitue un grave problème en Estonie: elle touche au moins 1% de la population totale (ce taux ne tient pas compte de l'alcoolisme). Les principales substances consommées sont le fentanyl – un analgésique beaucoup plus puissant que la morphine – et les amphétamines. La dépendance engendre toutes sortes de délits et une désintégration sociale: la moitié des toxicomanes sont sans travail; deux tiers d'entre eux ont déjà purgé des peines de prison et le taux de rechute après une détention est supérieur à la moyenne. C'est pourquoi la Suisse finance un système de thérapie en milieu fermé. Il s'agit d'of-



DDC

frir aux détenus toxicomanes la possibilité de se désintoxiquer et de se réinsérer dans la société. Ce projet, réalisé en étroite collaboration avec l'Office fédéral de la santé publique, devrait réduire la criminalité liée aux drogues. Une fois qu'il sera terminé, ces activités seront reprises par l'État estonien.

*Durée du projet: 2011-2014
Volume: 950 000 CHF*

Économies d'eau en Colombie

(mq) SuizAgua (www.suiz-aguacolombia.net) est un projet pilote de collaboration entre la DDC et des entreprises privées suisses. Les filiales colombiennes de Clariant, Holcim, Nestlé et Syngenta examinent les moyens d'économiser l'eau dans leurs chaînes de production, afin de diminuer leur « empreinte sur l'eau » (www.waterfootprint.org). Par ailleurs, ces sociétés assument leurs responsabilités sociales en soutenant des projets locaux dans le domaine de l'eau. L'expérience acquise en Colombie aura une diffusion mondiale, puisqu'elle sera prise en compte dans l'élaboration d'une norme ISO, proposée par la Suisse, concernant l'empreinte sur l'eau.

*Durée du projet: 2010-2012
Volume: 1,05 million CHF,
dont 450 000 de la DDC*

L'émergence de l'aide privée interpelle la coopération

Les milliardaires philanthropes s'engagent toujours plus en faveur des pays pauvres. Leurs contributions ont notamment dynamisé la lutte contre les pandémies. Cependant, cette aide peut interférer avec celle des agences publiques de développement. Sur le terrain, les représentants de la DDC observent attentivement la montée en puissance des acteurs privés. De Jane-Lise Schneeberger.



Au Caire, le Réseau Aga Khan de développement a construit le parc al-Azhar, un « poumon vert » de 30 hectares inauguré en 2005. Aujourd'hui, il finance des projets sociaux dans le quartier voisin de Darb al-Ahmar, un des plus pauvres de la capitale égyptienne.

L'an dernier, on recensait 1011 milliardaires dans le monde, alors qu'ils étaient seulement 25 en 1991. L'explosion des fortunes privées a suscité de nombreuses vocations philanthropiques. Nombre d'industriels ou de financiers richissimes décident d'œuvrer pour le bien public. Ils créent à cet effet une fondation donatrice, profitant des allègements fiscaux consentis à ce type d'institution. Depuis une quinzaine d'années, les fondations se sont multipliées aux États-Unis et en Europe. Elles consacrent une part croissante de leurs dépenses au développement. Celle de Bill Gates est de loin la plus puissante du monde : elle débourse chaque année environ 3 milliards de dollars, dont plus de 1,8 milliard en faveur de la santé.

Avec ces entrepreneurs sociaux, le visage de la philanthropie a changé. « Les nouveaux mécènes s'impliquent personnellement dans les projets. Ils sont centrés sur les résultats et gèrent leurs dons com-

me des investissements », commente David Keller, responsable des partenariats institutionnels avec le secteur privé à la DDC. Si les fonds sont destinés à la lutte contre le sida, par exemple, le retour sur investissement se mesure au nombre de malades sous traitement ou de cas dépités.

Parallèlement à ce mouvement surnommé « philanthrocapitalisme », de plus en plus d'entreprises prennent conscience de leurs responsabilités sociales. Elles se mettent elles aussi à financer des activités de développement, soit directement, soit par le biais d'une fondation. Leurs interventions ne sont pas uniquement caritatives, mais contribuent également à améliorer l'image de l'entreprise. Dans certains cas, ces activités sont couplées avec des objectifs commerciaux.

Fondations sous le feu de la critique

L'émergence des donateurs privés, qui consacrent

Des mécènes suisses

La Suisse compte quelque 12 000 fondations. Faute de données statistiques, on ne sait pas combien disposent de leur fortune propre, ni combien financent des projets de développement. Le principal mécène actif dans ce domaine est le prince Karim Aga Khan, à Genève : à partir de 1967, il a créé d'abord une fondation, puis un réseau d'agences qui ont leur mission spécifique : santé, éducation, microfinance, promotion de l'entreprise privée, réhabilitation d'édifices, etc. Le Réseau Aga Khan de développement (AKDN) est présent dans 25 pays musulmans et dépense 450 millions de francs par an. L'entrepreneur Stephan Schmidheiny vient en deuxième position. Sa Fundación Avina, créée en 1994, investit 30 millions de francs par an dans des projets de développement durable conçus et mis en œuvre par des acteurs de la société civile en Amérique latine.



Fondation Novartis

La Fondation Novartis pour un développement durable est engagée depuis plus de vingt ans dans la lutte contre la lèpre en Inde

Au pays des fondations

Le mécénat a une longue tradition aux États-Unis. Actuellement, il n'existe pas moins de 75 000 fondations donatrices. Seule une douzaine d'entre elles financent des projets de développement, mais elles disposent de capitaux colossaux. La Fondation Bill et Melinda Gates reste le numéro 1, avec un capital de 34 milliards de dollars. Derrière elle, on trouve notamment les fondations Ford, Rockefeller, Moore, Carnegie, Soros, Hewlett et Kellogg. En contrepartie d'une exonération fiscale totale, la loi les contraint à dépenser chaque année au moins 5% de leurs actifs. En Europe, une telle obligation n'existe pas. Ce secteur abrite donc un important capital dormant. Le nombre de fondations a fortement augmenté ces dernières années à la faveur de réformes fiscales dans plusieurs pays européens. Contrairement aux États-Unis, la majorité ont été créées par des entreprises et non par des individus.

entre 3 et 5 milliards par an au développement selon des estimations, suscite un débat animé dans les milieux de la coopération. On reproche parfois aux fondations de priver l'État de recettes fiscales et de vouloir se substituer aux agences publiques de coopération. Certaines répondent que, grâce à la souplesse de leurs structures, elles sont au contraire plus efficaces que les bailleurs de fonds étatiques. Une autre critique porte sur l'absence de contrôle démocratique: les fondations agissent comme bon leur semble, tandis que les agences doivent rendre des comptes au Parlement. Pour David Keller, cette indépendance leur confère justement un net avantage: «Elles peuvent prendre des risques et tester des approches novatrices, ce qui n'est pas toujours possible pour les autres acteurs. Malheureusement, seules les meilleures le font.» On s'inquiète aussi de l'influence des philanthrocapitalistes sur le secteur de la santé, qui absorbe la moitié de leurs dons: vu son poids financier, un homme comme Bill Gates a le pouvoir de décider quelles maladies seront combattues dans le monde et quelles autres attendront.

Les nouveaux donateurs privilégient les approches «verticales», c'est-à-dire spécifiques à une maladie. Celles-ci permettent en effet d'obtenir rapidement des résultats, tandis que l'appui au système de san-

té déploie des effets à beaucoup plus long terme. Une grande partie de l'aide privée transite donc par des programmes internationaux tels que le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ou l'alliance Gavi pour la vaccination.

Progrès dans la lutte contre les pandémies

En Tanzanie, la DDC est très active dans le secteur de la santé. Jacques Mader, responsable de ces programmes, souligne l'impact positif de l'aide privée: «C'est une source précieuse de financement pour un pays où les besoins restent immenses. Sans ces dons, beaucoup d'actions seraient impossibles à financer. Je pense notamment à des recherches très ciblées qui n'entrent pas dans le mandat des agences publiques et n'intéressent pas les entreprises pharmaceutiques.» La Fondation Bill et Melinda Gates finance, par exemple, la mise au point de produits novateurs de lutte contre la malaria, susceptibles d'être fabriqués localement. Par ailleurs, la progression des grandes pandémies a ralenti depuis que l'accès aux traitements et aux moyens de prévention s'est amélioré.

«Il faut toutefois veiller à ce que les ressources privées ne créent pas de distorsions dans les priorités du service public», précise Jacques Mader. Ces dernières années, l'afflux massif de fonds destinés à combattre le sida a par exemple drainé beaucoup

« Les nouveaux mécènes gèrent leurs dons comme des investissements. »

de professionnels de la santé vers ces activités, au détriment de la lutte contre la mortalité maternelle ou les maladies diarrhéiques.

L'aide budgétaire passe au second plan

L'aide privée peut aussi compromettre les efforts visant à harmoniser l'aide et à renforcer le système de santé. Au Mozambique, les agences traditionnelles se coordonnent pour soutenir les stratégies du ministère de la santé, auquel elles allouent un appui budgétaire. Le problème, c'est que la plupart des donateurs privés refusent d'alimenter le budget de l'État. Ils mettent donc en place des structures additionnelles ou parallèles. « Leur arrivée a perturbé la dynamique de renforcement du



Des écoliers sénégalais apprennent à utiliser des moustiquaires dans le cadre d'un programme mis en œuvre par Faire reculer le paludisme. Cette organisation est financée entre autres par la fondation Bill et Melinda Gates.

système», déplore Franziska Freiburghaus, responsable des programmes de santé de la DDC au Mozambique. «Le ministère doit consacrer énormément de temps à ces nouveaux acteurs qui exigent des rapports spécifiques et des rencontres bilatérales à tous les niveaux. De ce fait, il n'accorde plus la priorité aux demandes présentées par le groupe des donateurs traditionnels, qui financent un quart de son budget.» La situation est heureusement en train de s'améliorer. Les privés réalisent que, pour élargir à tout le pays la couverture en médicaments et éviter de créer des inégalités, il importe de doter le système de santé des ressources nécessaires.

Les partenariats ont la cote

Les partenariats public-privé (PPP) apparaissent comme la meilleure solution pour éviter les doublons et rationaliser l'acheminement de l'aide. Ils sont en plein essor depuis quelques années. «Les PPP sont très importants pour le développement. Ils permettent de financer de grands programmes et favorisent l'échange d'expertise technique», souligne Sam Pickens, porte-parole du Réseau Aga Khan de développement. «Quand l'un de nos projets donne de bons résultats au niveau local, nous cherchons toujours des partenaires afin de pouvoir le reproduire à une plus large échelle.» Ce

réseau philanthropique collabore depuis de longues années avec des agences publiques et des entreprises.

Et si le robinet se fermait...

Bien des donateurs privés continuent toutefois de faire cavalier seul. Dans le sud du Burkina Faso, la petite ville de Dano bénéficie depuis dix ans des largesses d'un riche architecte allemand. Gisbert Dreyer a décidé d'investir une partie de sa fortune dans le développement de cette région. Sa fondation a déjà financé notamment le forage de puits, la construction d'un barrage accompagné d'une vaste zone irriguée et la rénovation d'écoles. «Aussi louables que soient de telles démarches, on peut s'interroger sur leur ancrage dans la société et sur leur durabilité», note Philippe Fayet, chef du bureau de coopération de la DDC au Burkina Faso. Qu'advient-il de ces projets si le bienfaiteur se retire ou si sa fortune est engloutie par une crise financière? «Il est facile de construire des routes ou des puits, ajoute M. Fayet. Mais le véritable enjeu du développement consiste à définir avec les communautés locales qui assumera la responsabilité de ces infrastructures une fois le projet terminé.» ■

Convergence d'intérêts

Le téléphone portable peut être utilisé pour éviter les ruptures de stocks de médicaments dans des zones reculées des pays pauvres. Le programme «SMS for life» l'a démontré en Tanzanie: chaque semaine, les centres de santé reçoivent un SMS demandant combien il leur reste de médicaments contre la malaria. La tenue à jour d'un inventaire électronique national permet de réapprovisionner les dispensaires à temps. Lancé par Novartis, ce programme est soutenu par l'organisation Faire reculer le paludisme, les entreprises Vodafone et IBM ainsi que la DDC. Dans un tel partenariat public-privé, les intérêts des différents donateurs se rejoignent: si la distribution de médicaments, la circulation de SMS et l'utilisation de programmes informatiques profitent aux entreprises participantes, la mise au point de ce nouveau système permet de résoudre un problème majeur de développement.

Le héros des mille gradins



Joseo Pina/Reclut/latif

Fondée en 1548 au bord d'une rivière qui traversait un immense amphithéâtre naturel, la ville de La Paz n'a cessé de grandir en colonisant les flancs des montagnes. Depuis quatre décennies, des milliers de lumières s'allument autour d'elle quand la nuit tombe. On dirait un Colisée géant, dont les spectateurs allument des torches pour saluer l'arrivée d'un héros. La seule montagne qui ne s'est pas laissée dompter, c'est l'Illimani, au sud-est, dont les neiges brillent d'un blanc étincelant. Toutes les autres sont devenues des quartiers de La Paz.

Il y a quarante ans, un seul quartier faisait exception : El Alto. Il n'était pas prisonnier des montagnes, mais s'étendait bien au-delà, vers l'Altiplano. Une terrasse gelée d'où on pouvait admirer cette cuvette remplie à ras bord de maisons et placée sous l'œil vigilant de l'illimani. Aujourd'hui, El Alto compte un million d'habitants. Cette ville est située à 3900 mètres d'altitude, soit 300 de plus que le centre de La Paz, sa sœur siamoise.

Quand j'avais 6 ans, je vivais au cœur de la capitale, dans la « grande maison » de ma famille maternelle. Au lever du jour, j'accompagnais parfois ma grand-mère Sara à son épicerie. C'est alors que j'ai commencé de voir ceux que Sara et ses contemporains appelaient *los hombrecitos*, les petits hommes. Ils descendaient d'El Alto tous les matins à l'aube.

Pendant deux heures, des milliers d'*hombrecitos* et de *mujercitas* dévalaient les pentes d'un pas pressé. Leur peau cuivrée brillait sous l'effet de la chaleur de leur corps luttant contre le froid du petit matin. Ces Indiens aymaras envahissaient le centre-ville pour construire des maisons, conduire des véhicules, servir dans des maisons, des restaurants ou des hôpitaux. Ils venaient d'El Alto pour exercer leur métier premier : la persévérance.

Depuis qu'ils ont afflué vers El Alto et La Paz, beaucoup d'Aymaras sont devenus commerçants et ont entrepris une deuxième migration, plus lointaine. Certains experts les appel-

lent les Phéniciens d'Amérique du Sud. Pour moi, à cette époque, ils étaient simplement de « petits hommes ». Un qualificatif qui n'avait aucune connotation péjorative. Sara ne voulait pas dire que les Indiens étaient petits. Son expression désignait plutôt des jeunes bientôt adultes ou animés par une émouvante rage de vaincre.

Arturo était l'un d'eux. Quand son porte-monnaie était vide, il descendait à La Paz, puis il remontait en suivant ces rues que l'on appelait « les milles gradins ». De temps en temps, il reprenait son souffle. Son regard s'élevait par-dessus les toits, vers l'illimani. Parfois, bien sûr, il montait dans un bus bondé pour parcourir les douze kilomètres qui séparent El Alto de La Paz.

Arturo a commencé son épreuve de persévérance à 13 ans. Un an plus tard, il a cessé de descendre vers les chantiers et pris le chemin de la clinique où travaillait mon père. Un jour, il a accepté une nouvelle mission : m'emmener le dimanche aux matches de foot ou au cinéma. Dès ce

moment-là, Arturo venait me chercher dans la grande maison. Trois ou quatre « petites femmes » et un « petit homme » travaillaient habituellement pour mes aïeules et leur descendance.

Ma grand-tante célibataire, ma grand-mère et leurs amies commentaient la vie des *hombrecitos*. Elles plaisantaient gentiment à propos de leurs prénoms tirés du calendrier catholique et de leurs noms aymaras.

Il n'y a plus d'aïeules dans la grande maison. Toutes sont mortes durant les années 80. Leurs descendants se sont repliés dans des appartements, où ils n'ont plus de *mujercitas* ou d'*hombrecitos* pour les servir. À La Paz, on ne trouve plus ce genre de maisons. La nôtre est vide.

Il y a quelques semaines, Arturo est réapparu. Nous nous sommes reconnus. J'ai souri parce qu'en le regardant dans les yeux, je l'ai revu descendre pour la première fois les mille gradins. Trente ans après, il était revenu pour acheter la grande maison. ■

(De l'espagnol)



Rafael Alberto Sagárnaga López, 47 ans, de nationalité bolivienne, est journaliste et linguiste. Actuellement, il dirige le mensuel *Día D* et la revue de chroniques spécialisées *Pie Izquierdo*. Ses reportages et ses articles sont repris par les principaux suppléments dominicaux des quotidiens boliviens ainsi que par divers médias étrangers. Il a reçu plusieurs prix nationaux et internationaux.

Une communauté pauvre et discriminée



(mr) La plupart des quelque 6 millions de Roms que compte l'Europe orientale et centrale vivent en Bulgarie, Roumanie, Hongrie ou Slovaquie. Parmi les Tziganes – comme on continue souvent de les appeler là-bas –, la pauvreté est quatre à dix fois plus répandue que dans le reste de la population. En 2005, huit pays de la région (Bulgarie, Hongrie, Roumanie, République tchèque, Croatie, Macédoine, Slovaquie et l'ancienne Serbie-Monténégro) ont exprimé leur volonté politique de lutter contre la discrimination à l'égard des Roms. Déterminés à éradiquer la pauvreté et l'exclusion sociale de ces communautés, ils ont lancé la Décennie pour l'inclusion des Roms (2005-2015). Cette initiative internationale rassemble des gouvernements, des organisations non gouvernementales et des associations





de Roms. Les activités s'articulent autour de quatre domaines prioritaires : l'éducation, l'emploi, la santé et le logement. Dans le cadre de la décennie, la DDC et la Banque mondiale ont publié le livre *Roma Realities*, réalisé par Yves Leresche. Ce photographe lausannois a parcouru les Balkans pour effectuer un reportage sur la vie quotidienne des Roms. Nous présentons ici quelques clichés tirés de son ouvrage.

«*oma Realities*» peut être commandé par courrier électronique à info@deza.admin.ch. Prix : 20 francs.

Service

50 JAHRE DEZA ■ MEHR ALS HILFE

50 ANS DDC ■ AU-DELÀ DE L'AIDE

50 ANNI DSC ■ OLTRE L'AIUTO



La coopération sur le petit écran

(jtm) Comment est née la coopération suisse au développement? Que fait la Suisse en Haïti? Sur sa plateforme Internet SF Wissen, la télévision suisse alémanique a ouvert un nouveau dossier qui répond à toutes ces questions. Elle y a rassemblé une trentaine de reportages et d'émissions qu'elle a consacrés à la coopération et à l'aide humanitaire de la Suisse au

cours des cinquante dernières années. Les images les plus anciennes remontent au Ciné-Journal Suisse – l'ancêtre du Téléjournal – des années 60. Les reportages s'enchaînent ensuite jusqu'aux comptes rendus sur les interventions actuelles de l'aide humanitaire et la récente initiative sur l'eau au Proche-Orient. La variété des sujets et la longue période couverte font de ce dossier une véritable mine d'informations pour tous ceux qui s'intéressent à la coopération suisse au développement. www.wissen.sf.tv

50 ans de la DDC: le site www.deza.admin.ch/50_years fournit des informations sur les manifestations et les activités organisées durant l'année du jubilé.

L'envoûtante magie de la morna

(er) Depuis le début des années 90, le public tombe inmanquablement sous le charme de sa voix rauque et chaloupée. Maintes fois récompensée, Cesaria Evora est l'ambassadrice incontestée de la *morna*, ce genre musical propre au Cap-Vert, son pays situé au large de la côte ouest-africaine. La « diva aux pieds nus » a popularisé cette musique qui décrit des sentiments comme la solitude, la mélancolie, la tristesse, la nostalgie et la douleur, mais intègre aussi la légèreté et la gaité du son, du boléro et de la samba. Pour fêter son 70^e anniversaire, le 27 août prochain, la chanteuse publie un

album qui retrace de passionnantes rencontres avec 18 interprètes de 14 pays différents. On y retrouve notamment Ismaël Lo, Salif Keita, Cali, Adriano Celentano, Bernard Lavilliers, Marisa Monte et Caetano Veloso. Ne pouvant résister à la magie de la *morna*, les duos que ces artistes entonnent avec la diva embellissent des morceaux aux musiques gracieuses et enjouées.

Cesaria Evora: « Cesaria Evora &... » (Lusafria, RCA/Sony Music)

Le blues du footballeur

(er) Lorsqu'il avait 20 ans, dans les années 60, Boubacar Traoré n'était pas seulement un talentueux footballeur surnommé Kar-Kar (l'as du dribble). Il était aussi le Chuck Berry et l'Elvis Presley du Mali. Âgé aujourd'hui de 68 ans, ce guitariste et chanteur, dont la vie a même fait l'objet d'un film, continue d'enthousiasmer ses fans du monde entier avec un « blues malien » inimitable. Sur son dernier CD, il chante d'une voix puissante et chaude, au timbre



parfois rauque, des morceaux qu'il a créés en travaillant aux champs. De sa guitare acoustique, il parvient à tirer des suites harmonieuses de riffs énergiques, aussitôt suivis par des cascades de notes cristallines à couper le souffle. Enfin, les accents bluesy de l'harmonica, les rythmes souples des calebasses, la pureté du balafon et la délicatesse du *n'goni* (instrument à cordes) enrobent voix et guitare pour créer une poésie somptueuse qui témoigne d'une paix intemporelle.

Boubacar Traoré: « Mali Denhou » (Lusafria/Musikvertrieb)

La famille ABC s'agrandit

(sdt) Qu'entend-on par développement? Comment la co-

Brochures opération au développement a-t-elle évolué ces dernières décennies? Que signifient exactement les termes couramment utilisés dans ce domaine? On trouvera des réponses à ces questions dans *L'ABC de la politique de développement*, élaboré par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette nouvelle brochure, au format pratique A5, propose une présentation générale du thème ainsi qu'un glossaire des principales notions qui se rattachent à la coopération. C'est aussi bien un ouvrage de référence qu'un outil pratique pour enseigner l'histoire et le civisme au niveau secondaire supérieur et dans les écoles professionnelles. Dans la même série, le DFAE a déjà publié *L'ABC des droits de l'homme*, *L'ABC du droit international humanitaire* et *L'ABC de la diplomatie*.

Les brochures de la série « ABC » existent en français, allemand, italien et anglais. Elles sont gratuites. On peut en obtenir aussi bien un seul exemplaire qu'une plus grande quantité (pour les écoles). Elles sont disponibles en format pdf à l'adresse www.eda.admin.ch, « Documentation », « Publications ». Commandes : publikationen@eda.admin.ch ou tél. 031 322 31 53.

Un engagement dans l'intérêt de la Suisse

(mls) La Suisse a beaucoup de bonnes raisons de s'investir pour la paix et les droits humains ainsi que pour la protection et la sécurité des personnes vulnérables. Elle le fait parce que cela s'inscrit dans une longue tradition humanitaire et répond aux objectifs de sa politique extérieure, mais également parce que c'est dans son intérêt. La nouvelle brochure *Pour la paix, les droits humains et la sécurité* fournit au grand public des informations sur ces thèmes. Elle décrit l'engagement de la Suisse en faveur



de la paix dans des pays comme le Népal, le Burundi et le Sud-Soudan. Elle montre comment notre pays cherche à concilier ses intérêts économiques et la protection des droits de l'homme. Elle présente les mesures déployées pour offrir aux réfugiés et aux populations déplacées une meilleure protection et les préserver de la traite des êtres humains. Enfin, la brochure donne la parole à des personnes qui ont marqué et continueront de marquer la politique suisse en matière de paix, de droits humains, de migration et d'aide humanitaire.

La brochure «*Pour la paix, les droits humains et la sécurité*» existe en français, allemand et italien.

On peut la télécharger à l'adresse www.eda.admin.ch,

«*Documentation*», «*Publications*».

Commandes :

publikationen@eda.admin.ch ou

tél. 031 322 31 53.

Les médias changent le monde

Film

La radio et la télévision jouent un rôle social essentiel : diffusant l'information et la culture, elles sont un outil de vulgarisation et d'éducation ; elles favorisent aussi la prise de conscience, le débat, la participation et l'apprentissage de la démocratie. Le DVD *Les médias transforment le monde* illustre leur importance en prenant le cas de deux pays. Au Niger, des dizaines de radios locales privées se sont créées



depuis les années 90 et sont devenues le moyen de communication le plus répandu. Elles stimulent le processus démocratique et la liberté d'opinion. En Iran, la réception des chaînes de télévision par satellite, strictement interdite, est l'un des passe-temps préférés de la population. S'équipant d'antennes paraboliques, les Iraniens bravent la censure afin d'accéder aux informations et aux divertissements prohibés par le régime. «*Les médias transforment le monde*», DVD et DVD-Rom avec document explicatif et fiches pratiques. Informations : Films pour un seul monde, tél. 031 398 20 88, www.filmecinewelt.ch.

Formation continue

Formation postgrade

Voici les cours proposés par l'EPFZ pendant le semestre d'automne 2011 dans le cadre de la préparation au diplôme postgrade pour les pays en développement (Nadel) :

- Planification et suivi de projets et de programmes (26-30.9)
- Évaluation de projets et de programmes (4-7.10)
- Gestion de réseaux et de systèmes de coopération (11-14.10)

Divers

Concevoir et piloter des programmes à l'échelle nationale (25-28.10)

Problèmes stratégiques actuels de la coopération au développement (16-18.11)

Perspectives «micro» et «macro» dans la lutte contre la pauvreté (22-25.11)

Migrations et développement (7-9.12)

Informations et inscriptions : EPFZ, Nadel, tél. 044 632 42 40, www.nadel.ethz.ch

Nouvelle newsletter de la DDC

(hou) La nouvelle *newsletter* de la DDC propose tous les deux mois une sélection des informations les plus pertinentes au sujet des projets, des publications et des événements réalisés par la coopération suisse au développement. De plus, chaque édition offre un éclairage sur un thème d'actualité en particulier, tandis que les événements spéciaux, comme les 50 ans de la DDC, sont mis en évidence par un encadré. Outre une mise en page attrayante, la *newsletter* est organisée en divers chapitres et fournit de nombreux liens permettant d'accéder rapidement à des informations plus détaillées. Elle est disponible en français, allemand, italien et anglais. L'abonnement à la *newsletter* se fait en ligne, à partir de la page d'accueil du site Internet de la DDC : www.ddc.admin.ch.

Coup de cœur



Écrivain-observateur

Le premier roman d'Arno Camenisch, «*Sez Ner*», a été récompensé par plusieurs prix littéraires. Cet auteur, natif des Grisons, a aujourd'hui 33 ans et vit à Bienne. Il vient de publier «*Hinter dem Bahnhof*».

À mes yeux, écrire rime de toute évidence avec voyager. Jusqu'ici, j'ai vécu pendant cinq ans à l'étranger. J'ai notamment passé une année à parcourir l'Amérique du Sud, de la Colombie jusqu'en Argentine. En cours de route, j'ai travaillé dans un projet pour les enfants de la rue à Esmeraldas, ville où se concentrent les Afro-Équatoriens. J'ai eu l'occasion de comprendre ce que signifient les coupures d'eau pendant toute une journée, les grèves qui se prolongent pendant des semaines, le dénuement des sans-abri. Lorsque je voyage ou que j'écris, je suis un observateur. J'essaie de ressentir les choses, de les comprendre. J'agis ainsi par respect, pour élargir mon horizon et essayer d'imaginer à quoi pourrait ressembler la vie. Ayant une approche filmique de l'écriture, je m'intéresse également au cinéma. J'ai surtout été marqué par *Historias mínimas* du réalisateur argentin Carlos Sorín. C'est un film subtil et très poétique, un récit dense réalisé dans un style fort, presque minimaliste.

(Propos recueillis par Beat Felber)

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Martin Dahinden (responsable)
Catherine Vuifray (coordination globale)
Marie-Noëlle Bossel, Marc-André Bünzli, Beat Felber, Thomas Jenatsch, Roland Leffler, Sabina Mächler, Nicole Suhner

Rédaction :

Beat Felber (bf-production)

Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression :

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de : DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest,

3003 Berne,
Courriel : info@deza.admin.ch
Tél. 031 322 44 12
Fax 031 324 90 47
www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 54200

Couverture : Dhaka ; Monika Flückerger

ISSN 1661-1675

«La plupart des responsables politiques bangladais savent que chez vous on consulte les citoyens et que les débats budgétaires sont publics.»

Sohel Ibn Ali, page 13

«L’agriculture et le tourisme, c’est tout ce que nous avons.»

Nikolai Nikolaïchvili, page 18

«Les fondations peuvent prendre des risques et tester des approches novatrices, ce qui n’est pas toujours possible pour les autres acteurs. Malheureusement, seules les meilleures le font.»

David Keller, page 28
